

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA RELANCE

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**

**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN SEPTEMBRE 2020**

Novembre 2020

Ministre de l'Économie et de la Relance

M. Jean-Marie OGANDAGA

Ministre déléguée

Mme Nicole Janine Lydie ROBOTY ép. MBOU

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT

Contact :

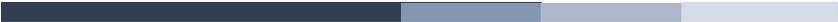
Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville

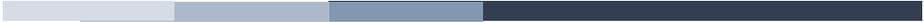
B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette troisième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2020.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF.....	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE AU TROISIEME TRIMESTRE 2020	9
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	9
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	10
I.3. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE.....	10
I.3.1. Le pétrole	10
I.3.2. L'or	11
I.3.3. Le sucre	11
I.3.4. Le caoutchouc	11
I.3.5. L'huile de palme	11
I.3.6. Le manganèse.....	12
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN SEPTEMBRE 2020	13
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES	13
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Septembre 2020	13
II.2. LES HYDROCARBURES.....	15
II.2.1. Le pétrole.....	15
II.2.2. Le gaz naturel commercialisé	15
II.3 .LE MANGANESE	16
II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	17
II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE.....	17
II.5.1 Le caoutchouc naturel.....	17
II.5.2.L'huile de palme.....	18
II.5.3 L'élevage bovin	18
II.6.LES AGRO – INDUSTRIES	19
II.6.1. Le sucre	19
II.6.2. Les boissons gazeuses et alcoolisées	19
II.6.3. L'eau minérale.....	20
II.6.4. Les huiles et corps gras	20
II.7.LES INDUSTRIES DU BOIS.....	21
II.7.1.Les unités de sciage.....	21
II.7.2. Les unités de déroulage	22
II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	23
II.8.1. La chimie	23
II.8.2. Les matériaux de construction	24
II.8.3. La transformation des métaux	24
II.8.4. L'industrie minière	25
II.8.5. La fonderie	25
II.9. LE RAFFINAGE	26
II.10. LA PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	27
II.10.1. L'électricité.....	27
II.10.2. L'eau.....	28
II.11 LES BTP.....	28
II.12. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT.....	29
II.12.1. Le transport terrestre	29

II.12.2. Le transport aérien	29
II.12.3. Le transport ferroviaire.....	30
II.12.4. Le transport maritime	31
II.12.4.1. L'activité portuaire à Owendo (GSEZ).....	31
II.13 LES TELECOMMUNICATIONS	31
II.14 LE COMMERCE	32
II.14.1 Le commerce général structuré	32
II.14.2. Le commerce des véhicules	32
II.14.3. Le commerce des produits pétroliers.....	32
II.14.4. Le commerce des produits pharmaceutiques.....	32
II.15.LES AUTRES SERVICES	33
II.15.1. Les Services rendus aux entreprises	33
II.15.2. Les Services rendus aux particuliers	33
II.15.3. Les Services immobiliers.....	33
II.15.4. Les Services de réparation mécanique	34
II.16. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION	34
II. 17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	34
II.17.1 La situation du bilan	34
II.17.2 Les opérations avec la clientèle.....	35
II.17.2.1 Les ressources collectées	35
II.17.2.2 Les crédits distribués.....	36
II.18. LES ACTIVITES DE MICROFINANCE A FIN SEPTEMBRE 2020.....	37
II.18.1 La configuration du secteur.....	37
II.18.2. La clientèle des EMF.....	37
II.18.3. Capitaux propres et intermédiation financière	38
II.18.4. La structure des taux	38
II.19. LE SECTEUR ASSURANCE.....	38
II.19.1. La Branche Non Vie.....	39
II.19.2. La Branche Vie et capitalisation.....	39
II.19.3 Les commissions versées aux courtiers.....	39
II.19.4. Les Sinistres réglés	40
II.20 LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	40
II.20.1. Les ressources.....	40
II.20.2. Les emplois	40
Les investissements et créances impayées	41
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU	
TROISIEME TRIMESTRE 2020.....	42
III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION	42
III.2 L'EMPLOI	43
III.3 LES SALAIRES	44
III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR	44
III.4.1- Evolution des exportations en valeur.....	45
III.4.2 Evolution des importations en valeur	46
III.5 LA DETTE PUBLIQUE	47
III.6 LE BUDGET	49
III.6.1 Le solde budgétaire.....	49

<i>III.6.2 L'exécution des recettes</i>	50
<i>III.6.2.1- Les recettes pétrolières</i>	50
<i>III.6.2.2- Les recettes hors pétrole</i>	51
III.6.3 Les dépenses budgétaire	51
<i>III.6.3.1- Les dépenses de fonctionnement</i>	52
<i>III.6.3.2- Les dépenses d'investissement</i>	52
<i>III.6.3.3- Les autres dépenses</i>	53
<i>III.6.3.4- La charge de la dette</i>	53
III.7 LA SITUATION MONETAIRE	54
III.7.1– les principaux agrégats monétaires	54
<i>III.7.1.1- La masse monétaire (M2)</i>	54
<i>III.7.1.2- Les ressources extra-monétaires</i>	55
III.7.2- les contreparties de la masse monétaire	55
<i>III.7.2.1- Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)</i>	55
<i>III.7.2.2- Le crédit intérieur</i>	55
<i>III.7.2.2.1- Les créances nettes sur l'Etat</i>	56
<i>III.7.2.2.2- Les crédits à l'économie</i>	56
III.8. LA POLITIQUE MONETAIRE	56
CONCLUSION	57
ANNEXE	58
Tableau 1 : principales hypothèses	59
.....	59

A fin septembre 2020, **l'économie mondiale** reste dominée par la pandémie du covid 19 et ses conséquences sur l'ensemble des pays du monde. Grâce à des conditions financières favorables, de nombreux pays ont pu soutenir leurs activités économiques et financer les besoins liés à la pandémie. Malgré l'aggravation des déficits publics dans la plupart des économies, ces soutiens ont permis d'enregistrer un regain d'activité dans les pays avancés et en Chine au cours du troisième trimestre et la tendance devrait se confirmer en 2021. Dans ce contexte, l'économie mondiale est sur une trajectoire de reprise progressive avec un Pib projeté à -4,4% en 2020 (contre -4,9% initialement) et 5,2% en 2021.

Dans **les pays avancés**, une reprise graduelle devrait être enregistrée en 2021 avec un taux de croissance prévue à 3,9% contre -5,8% en 2020. De même dans **les pays émergents et en développement**, l'expansion économique serait de 6,0% en 2021 et -3,3% en 2020. Dans ce contexte, l'économie chinoise resterait le moteur de la zone avec une croissance de 1,9% en 2020 et 8,0% en 2021.

En **Afrique subsaharienne**, la production serait en baisse à -3,0% en 2020 et remonterait à 3,1% en 2021. Dans la **zone CEMAC** quoiqu'en légère amélioration, l'activité économique finirait en récession en 2020, sous l'effet conjugué de la crise sanitaire et de ses conséquences sur l'activité économique et la volatilité des cours des matières premières exportés par l'ensemble des pays de la zone.

S'agissant des **matières premières**, on observe une évolution erratique des cours du pétrole, avec une chute de 36,9% des cours du Brent. De même, par rapport au troisième trimestre 2019, le prix moyen du minerai de manganèse cif a baissé d'environ 26% à 4,2 usd/dmtu. Le prix moyen de l'or a progressé de près de 28% en glissement annuel, traduisant ainsi son caractère de valeur refuge. Le cours du caoutchouc a reculé de 21%, tandis que le marché de l'huile de palme s'est consolidé de 25% à 2 539 ringgits (340 784,58 FCFA).

Au plan national, l'économie gabonaise continue de subir les effets de la pandémie du covid 19. Dans l'ensemble la situation au terme des neufs premiers mois reste fragile avec de nombreuses activités en baisse, notamment dans le secteur secondaire et surtout les services. Néanmoins, on enregistre une remontée des volumes de production et des ventes sur de nombreuses filières au cours du troisième trimestre par rapport au second.

Malgré la baisse de la production et des exportations pétrolières (-0,8% et -6,9%), certaines branches d'activités du **secteur primaire** maintiennent leurs tendances haussières, telles que le gaz naturel (+10,2%), le manganèse (+24,1% de production et +41% pour les exportations), l'exploitation forestières (+5,9%) et huile de palme brut (+35,9%).

Dans le **secteur secondaire**, on relève les mauvaises performances des BTP avec une production vendue à -35,7%, du fait de la baisse des commandes publiques. L'industrie du bois a reculé 4,2% (excepté le contreplaqué) du fait des difficultés d'approvisionnement en grumes et de la contraction des commandes extérieures. De même, les autres industries sont globalement en baisse, notamment la production des boissons gazeuses et alcoolisées (-7,4%), du ciment (-8,6%), des peintures (-13,5) et gaz industriels (-25,8%). Néanmoins, on note une hausse du volume de pétrole brut traité par la raffinerie (+26,2%) et le maintien de la production de l'eau et de l'électricité.

Concernant le **secteur tertiaire**, on observe de bonnes performances dans les transports ferroviaires et maritimes avec une hausse des volumes de 27,2% et 26,7% respectivement, malgré la morosité du transport aérien. Le chiffre d'affaires des télécommunications recule de 3,9% malgré le dynamisme des ventes d'internet.

La situation du commerce et des services demeure préoccupante. En effet, le commerce général est en baisse de 1,7% et les ventes de produits pétroliers reculent de 9,3% tout comme les ventes de voitures. Seul le commerce de produits pharmaceutiques progresse de 5,1%.

Globalement, les autres services ont baissé de 7,5% suites à des contreperformances respectives de -18,4% pour les services rendus aux particuliers, -10% pour les services aux entreprises et -1,0% pour les services de mécanique générale. Par contre, les transactions immobilières progressent fortement de 181% par rapport à la même période en 2019.

L'évolution des **prix à la consommation** reste globalement maîtrisée mais en légère accélération au troisième trimestre comparativement aux deux premiers trimestres de 2020. En glissement annuel les prix ont progressé de 2,0% contre 0,9% en septembre 2019.

De même, **le commerce extérieur** du Gabon s'est caractérisé par une baisse des exportations et des importations de 11,7% et 7,5% respectivement. Le solde commercial est demeuré excédentaire, mais en régression de 14,8% à 1 209,1 milliards de FCFA.

La situation des finances publiques à fin septembre 2020 est marquée par une baisse de 19,3% des recettes budgétaires et un accroissement de 4,3% des dépenses, comparativement à la même période un an plus tôt. Ainsi, **les recettes pétrolières** ont diminué de 24,7% par rapport à la même période en 2019 à 401,7 milliards de FCFA, essentiellement du fait de la baisse des cours du baril de pétrole et du repli de la production pétrolière. La baisse **des recettes hors pétrole** (-16,2%) résulte des contreperformances des impôts sur les sociétés et sur les personnes physiques (-27,5%), des taxes sur les biens et services (-22,2%) et des autres recettes (-29,9%), en lien avec la contraction de l'activité économique.

L'exécution des dépenses s'est traduite par une augmentation de 5,8% **des dépenses de fonctionnement** par rapport à la même période de l'année précédente, suite à l'accroissement des dépenses de biens et services et des dépenses de personnel. Comparativement à l'année 2019, **les dépenses d'investissement** ont enregistré un repli de 10,3 % du fait de la baisse des financements sur ressources propres (-20,2%). **Les autres dépenses** ont baissé d'environ 30,4 milliards sur la même période suite au repli des « prêts nets y compris prise de participation » et des dépenses relatives à la CNAMGS.

S'agissant des soldes, une baisse de 92,0% de l'excédent du solde budgétaire primaire à 24,7 milliards de FCFA, en liaison avec le repli des recettes budgétaires. Les autres soldes, notamment le solde base ordonnancement et le solde base caisse se sont détériorés du fait d'une diminution des recettes budgétaires.

L'encours de la dette a connu une hausse de 14,2% pour se situer à 5 835,1 milliards de FCFA à fin septembre 2020. Cette hausse du stock de la dette publique résulte de l'augmentation conjointe du stock de la dette intérieure (+30,2%) et extérieure (+ 8,8%).

Le règlement de la dette s'est situé à 991,8 milliards de FCFA à fin septembre 2020. Il est en hausse de 77,7% par rapport à la même période en 2019. Ces efforts de paiement ont été particulièrement observés sur la dette extérieure (714,1 milliards de FCFA) qui représente 72,0% des règlements de la période.

La situation monétaire large à fin septembre 2020, est marquée par une dégradation des avoirs extérieurs nets (-18,1%), un raffermissement simultané de la masse monétaire (3,6%) et du crédit intérieur net (10,1%). La hausse du crédit intérieur résulte de l'augmentation de 42,9% des créances sur l'Etat alors que le crédit à l'économie se contracte de 11,8%.

PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE AU TROISIEME TRIMESTRE 2020

En dépit d'une résurgence de la pandémie à travers le monde, un redressement de l'économie mondiale s'est amorcé au troisième trimestre 2020 et se renforcerait graduellement tout au long de l'année 2021. Cette situation est consécutive à la reprise dans les pays avancés et émergents en l'occurrence la Chine.

Au terme des neufs premiers mois de l'année, l'activité économique mondiale s'est raffermie du fait de l'amélioration des conditions financières, d'un regain progressif de la confiance, ainsi que l'augmentation de la demande des pays avancés.

En revanche, le trimestre serait caractérisé par un endettement public élevé et des niveaux record atteints en termes de suppression d'emplois.

Dans ce contexte, l'économie mondiale progresserait de -4,4% en 2020 contre -4,9% initialement projetée.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

La situation économique des pays avancés a été mieux orientée à fin septembre par rapport à la fin du premier semestre. L'accélération de la reprise dans ces pays tient principalement à une croissance aux Etats-Unis, mais également à un redressement de l'activité dans la zone euro. Cette évolution s'explique par la bonne tenue de la consommation et le renforcement des conditions financières. Toutefois, on observe, des évolutions divergentes selon les pays, en liaison avec le reconfinement total ou partiel selon les régions du globe. Sur l'ensemble de l'année, l'expansion économique atteindrait -5,8% en 2020 et +3,9% en 2021.

Aux Etats-Unis, l'activité économique s'est raffermie au troisième trimestre après une forte contraction de 31,4% en rythme annuel au trimestre précédent. En effet, soutenue par le plan de relance décidé par l'Administration, la consommation a porté l'économie américaine. Ainsi, le Produit Intérieur Brut (PIB) a progressé de 33,1% au cours de cette période. Par ailleurs, la FED a maintenu ses principaux taux directeurs proches de zéro afin de stimuler le système financier.

Au Japon, l'activité progresserait, comparativement aux perspectives du trimestre précédent, mais resterait en deçà de son potentiel. Durement éprouvée en fin d'année 2019 (hausse de la TVA, typhon Hagibis, tensions commerciales.), l'économie de l'archipel, très dépendante de la consommation et de la demande extérieure pâtirait de la crise sanitaire. Le PIB évoluerait à -5,3% en 2020.

Dans la zone euro, l'expansion s'est affermie au troisième trimestre (+12,7%) après une croissance atone (-11,8%) enregistrée au deuxième trimestre, du fait des effets de la pandémie. La poursuite de la reprise serait soutenue par la réouverture des activités fermées pendant le confinement. L'Allemagne et la France les deux principales locomotives économiques afficheraient respectivement +8,2% et +18,2% entre juillet et septembre. Le PIB de L'Espagne et l'Italie progresserait de +16,7% et 16,1% sur la période.

I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

En 2020, l'activité économique dans les pays émergents et en développement flancherait, à l'exception de la Chine. Des facteurs aussi bien endogènes qu'exogènes expliquent cette évolution. Au titre des facteurs extérieurs, on relève la mollesse de la demande en provenance des pays avancés et des effets liés à l'importance de la crise sanitaire. Cet ensemble enregistrerait un taux d'expansion négatif de -3,3%.

L'activité économique dans la communauté des Etats indépendants a subi les conséquences du conflit en Biélorussie et du ralentissement de l'économie russe. Les prévisions font désormais une croissance de -4,6% en 2020 pour l'ensemble de cette communauté contre 2,1% en 2019. En Russie, les données montrent une récession économique à -4,1% cette année.

Dans les pays émergents ou en développement d'Asie, la décélération de la croissance a été moins prononcée que dans les autres zones économiques. Ainsi, le taux de croissance du PIB de cette zone est prévu à -1,7%. Premier pays à être entré dans la crise, la Chine est aussi le premier à en sortir. Redynamisée par une bonne tenue de ses exportations, de l'industrie et du secteur des services, l'activité économique du géant asiatique a crû de 4,9% au troisième trimestre. Sur l'année, seul la Chine afficherait un résultat positif (+1,9%).

En Amérique latine, la baisse des exportations a entraîné une révision des perspectives économiques. Ainsi, le PIB attendu est estimé à -8,1% contre 0,0% en 2019. Durement éprouvée par les effets de la crise sanitaire et des tensions politiques, l'économie brésilienne chuterait à -5,8% de croissance, du fait de l'atonie de la production industrielle et d'une évolution modérée de la consommation. Au Mexique, du fait de la faiblesse de la demande extérieure et de l'activité dans les BTP, l'économie s'est contractée entraînant une révision des prévisions à -9,0%.

Les tensions politiques ainsi qu'un climat d'incertitude ont pesé sur l'activité économique au Moyen orient et en Afrique du nord. Il est prévu une décélération économique dans cette région avec une croissance de -4,1% contre 1,4% en 2019.

A l'instar des autres zones économiques, le PIB de l'Afrique subsaharienne se dégraderait à -3,0%. Cette contre-performance serait liée au repli des cours des produits de base et à la crise sanitaire mondiale.

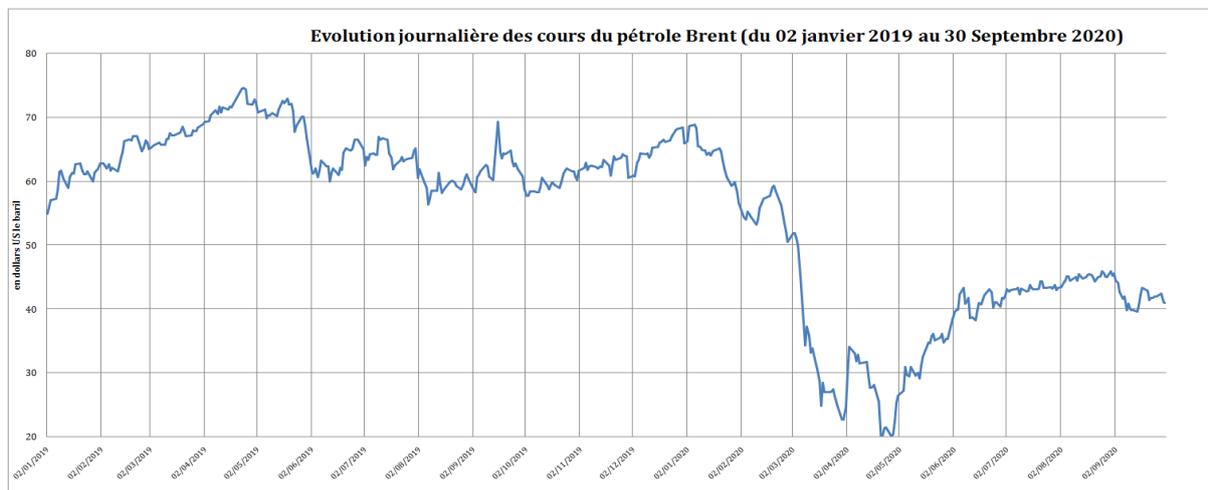
Dans la zone CEMAC, quoiqu'en légère amélioration au cours du troisième trimestre, l'activité économique resterait en récession pour 2020, sous l'effet conjugué de la crise sanitaire et de ses répercussions sur le secteur productif et la volatilité des cours des matières premières exportées par l'ensemble des pays de la zone.

I.3. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

I.3.1. Le pétrole

A fin septembre 2020, en moyenne, les cours du Brent ont chuté de 36,9%, se situant à 40,8 dollars le baril contre 64,60 dollars sur la même période en 2019. Durant les neuf premiers mois, les cours ont enregistré des évolutions en dents de scie. Dans un premier temps, ils se sont effondrés suite au double effet de l'apparition du Covid-19 et de la guerre des prix entre l'Arabie Saoudite et la Russie pour accroître leurs parts de marché.

Les prix se sont ensuite raffermis grâce à l'accord trouvé entre l'Opep et ses partenaires pour réduire l'offre de brut sur les marchés afin de l'ajuster à la demande plutôt en berne. Enfin, les prix pâtissent une nouvelle fois de la seconde vague de contamination au Covid-19, et surtout des nouvelles mesures de confinement. Les prévisions de croissance pour 2021 étant de nouveau revues à la baisse, les prix de l'or noir semblent s'enliser.



Brent	Janv.	févr.	mars	avril.	mai	juin	Juil.	Août	Sept	Oct	Nov	Déc.	Moy	Var
													2 janv–30 Sept	
2020	63.72	55.48	34.25	26.63	32.41	40.78	43.20	45	41.83				42.64	-34.1%
2019	60.24	64.46	66.96	71.63	70.39	62.95	64.22	59.5	62.30	59.63	62.62	65.17	64.78	

Source: DGEPPF

I.3.2. L'or

Après neuf mois d'activité en 2020, le prix moyen de l'once d'or s'est situé à 1 752,8 dollars, en hausse de près de 28% en glissement annuel. La crise sanitaire née de la propagation du nouveau coronavirus et la faiblesse du dollar américain ont permis de consacrer davantage le métal jaune comme valeur refuge en cas de crise. Même les politiques accommodantes dans différentes banques centrales n'ont pas suffi à détourner l'attention des investisseurs.

I.3.3. Le sucre

A la fin du troisième trimestre 2020, le prix moyen du sucre roux, côté à New York, s'est stabilisé à 12,36 cents la livre (lb). A Londres, le sucre blanc a clôturé en moyenne à 369,62 dollars la tonne contre 330,88 sur la même période de 2019.

Les prix du sucre ont été soutenus par la hausse de la demande de sucre par les raffineries, les mauvaises conditions climatiques et la faiblesse du réal brésilien.

I.3.4. Le caoutchouc

L'observé conjoncturel à fin septembre 2020 fait ressortir un prix moyen du caoutchouc naturel à 151 yens (803,32 FCFA) le kilo sur l'Osaka Exchange (OSE), en recul de 21% sur la même période de l'an dernier. Le marché a subi le contrecoup de la propagation de la pandémie du coronavirus et des mesures barrières mises en place par les différents gouvernements à travers le monde.

I.3.5. L'huile de palme

En moyenne, le marché de l'huile de palme s'est consolidé de 25% à 2 539 ringgits (340 784,58 FCFA) sur la Bursa Malaysia Derivatives Exchange. Après avoir été chahutés par les mesures de confinement en vue de freiner la propagation de la pandémie du Covid-19, les prix se sont consolidés grâce à la reprise progressive de l'économie en Inde et en Chine, mais également par les changements climatiques qui vont impacter négativement la production.

I.3.6. Le manganèse

Le prix moyen du minerai de manganèse CIF Chine 44 % s'est stabilisé à 4,2 USD/dmtu au T3 2020, en baisse d'environ 26% par rapport au T3 2019 (5,7 USD/dmtu).

La production en Chine, qui représente environ 57 % de la production mondiale, a fortement progressé (+9,6%), tirée notamment par la construction d'infrastructures pour relancer l'activité économique. La production dans le reste du monde demeure en forte baisse (-9,6%), conséquence du repli de la demande en Europe (-20,8%) et en Amérique du Nord (-22,5%) frappées par la crise sanitaire.

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Septembre 2020

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Hydrocarbures	
<i>Pétrole</i>	↘
<i>Gaz naturel commercialisé</i>	↗
Manganèse	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
<i>Huile de palme brute</i>	↗
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production sucrière</i>	↗
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↘
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Industries du bois	↘
<i>Unités de sciages</i>	↘
<i>Unités de déroulage</i>	↘
<i>Unités de contreplaqué</i>	↗
Autres industries	
<i>Gaz industriels</i>	↘
<i>Peintures</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↘
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
<i>Industrie minière</i>	↘
<i>Fonderie</i>	↘
Raffinage	↗
Electricité et eau	+/-
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Terrestre</i>	↗
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↗
<i>Port GSEZ Olam</i>	↗
Télécommunications	↘
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	
<i>Véhicules industriels</i>	↘
<i>Produits pétroliers</i>	↘
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗
Services	
<i>Rendus aux particuliers</i>	↘
<i>Rendus aux entreprises</i>	↘

<i>Immobiliers</i>	
<i>Réparation mécanique</i>	

II.2. LES HYDROCARBURES

II.2.1. Le pétrole

A fin septembre 2020, la production nationale de pétrole brut a fléchi de 0,8% pour se situer à 8,1 millions de tonnes métriques (59,55 millions de barils). L'observation des quotas décidés par l'OPEP+ pour réduire l'offre mondiale sur le marché de l'or noir explique ce léger repli enregistré au troisième trimestre par rapport aux deux premiers, malgré les bonnes performances réalisées par Vaalco sur le champ Etame et BWE.

Parallèlement, les exportations ont reculé de 6,9% à 7,4 millions de tonnes métriques sur les neuf premiers mois, en raison de la baisse de la demande mondiale du fait de la pandémie du coronavirus et des mesures barrières prises par les Gouvernements pour freiner sa propagation. L'Asie reste la principale destination du brut gabonais, avec 79% du volume des exportations.

Par ailleurs, le Brent s'est situé à 40,82 dollars le baril en moyenne contre 64,66 dollars en 2019, alors que le panier de brut gabonais s'établissait à 39,22 dollars en moyenne sur neuf mois. Cela a représenté des baisses respectives de 36,9% et 38,7% en glissement annuel. La chute des prix est liée au ralentissement de la demande mondiale, accentuée par la paralysie des transports. Le niveau de prix le plus bas a été enregistré au cours du second trimestre avec 25,39 dollars le baril de pétrole gabonais avant la remontée à 43,09 dollars en moyenne sur le troisième trimestre.

Le taux moyen de change du franc CFA par rapport au dollar s'est stabilisé à 584,151 FCFA (+0,1%) pour 1 dollar américain.

Evolution de l'activité pétrolière

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en millions de tonnes)	2,676	2,782	2,834	2,543	8,225	8,159	-0,8%
Exportations (en millions de tonnes)	2,597	2,352	2,802	2,249	7,956	7,403	-6,9%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	63,253	50,257	29,200	42,993	64,66	40,82	-36,9%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	63,212	49,161	25,395	43,091	64,01	39,22	-38,7%
Taux de change (\$US/FCFA)	592,45 1	595,20 4	596,16 9	561,08 1	583,81 3	584,151	0,1%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH).

II.2.2. Le gaz naturel commercialisé

Au terme des neuf premiers mois de 2020, la production nationale de gaz naturel commercialisé a connu une hausse de 10,2% à 343,8 millions de m³ comparativement aux réalisations de 2019 sur la même période. Dans le même temps, le prix de vente moyen du gaz naturel pratiqué sur le marché local s'est consolidé de 3,2% à 0,123 dollar le m³.

Evolution de l'activité de production de gaz naturel

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production commercialisée (milliers de m ³)	104 337	114 137	119 025	110 669	312 147	343 832	10,2%
Prix de vente moyen national (USD/m ³)	0,0725	0,1227	0,1226	0,1237	0,1192	0,1230	3,2%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH).

II.3. LE MANGANESE

A fin septembre 2020, la production mondiale d'acier de carbone, principal débouché du minerai de manganèse a baissé de 3,8 % par rapport à la même période en 2019, sous l'effet du fort repli enregistré en Europe et en Amérique du Nord, frappées par la crise sanitaire. Cependant, la production en Chine s'est améliorée au cours de la période sous revue, soutenue par la construction d'infrastructures pour relancer l'activité économique, avec des records jamais atteints au troisième trimestre.

Malgré la contraction de la demande, la production mondiale de minerai de manganèse a augmenté de 8,3% au troisième trimestre 2020, incitée par les bons niveaux de prix du second trimestre (T2) et amplifiée par un retour en puissance de l'Afrique du Sud après la fermeture des mines au T2.

Dans ce contexte, la production nationale de minerais et d'agglomérés de manganèse a progressé de 24,1% pour s'établir à 6 millions de tonnes, suite aux bonnes performances réalisées sur les différents gisements. De même, les exportations et les ventes externes de minerai ont suivi la même tendance haussière (+41% et +38,4% respectivement).

Sur le plan financier, la forte progression des volumes vendus de manganèse a généré une hausse de 2,8% du chiffre d'affaires à 577,6 milliards de FCFA, malgré le repli des cours mondiaux du minerai de manganèse de 31,3% en moyenne sur les neuf premiers mois de 2020 (3,86 USD/dmtu). Cette baisse des prix a généré un repli du chiffre d'affaires au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre 2020, malgré le maintien du volume des exportations.

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont légèrement progressé de 1,6% à 2 458 agents permanents, représentant une masse salariale de 42,3 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de manganèse

(en milliers de tonnes)	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020*	Var 20/19
Production	1 897,1	2 083,0	1 960,3	1 974,0	4 850,4	6 017,4	24,1%
Exportations	1 897,8	1 755,7	2 109,3	2 115,0	4 242,0	5 980,0	41,0%
Ventes	1 897,9	1 743,2	2 112,3	2 124,5	4 320,6	5 979,9	38,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	177,1	146,5	237,8	193,4	561,9	577,6	2,8%
Effectifs	2 425	2 380	2 438	2 458	2 420	2 458	1,6%
Masse salariale (milliards FCFA)	13,6	14,8	15,0	12,6	43,8	42,3	-3,3%

Sources : Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining, * Estimations T3 pour NGM

II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE

A fin septembre 2020, l'activité forestière a enregistré des performances appréciables après le ralentissement observé au second trimestre du fait des mesures gouvernementales pour lutter contre la propagation du coronavirus. En effet, la production de grumes a fortement augmenté au troisième trimestre par rapport aux deux premiers, ce qui se traduit par une hausse de 5,6% sur les neuf premiers mois pour s'établir à 1 717 765 m³.

Parallèlement, les ventes aux industries locales sont passées de 557 885 m³ à 666 076 m³ sur neuf mois, soit une amélioration de 19,4%, suite à la fermeté de la demande des industries sur le troisième trimestre, notamment les sociétés de la zone de Nkok.

Évolution de l'activité forestière

(en m ³)	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production	425 466	545 565	524 380	647 066	1 621 390	1 717 011	5,9%
Ventes aux industries locales	183 052	199 659	188 608	277 809	557 885	666 076	19,4%

Source: enquête DGEPF

II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE

II.5.1 Le caoutchouc naturel

La filière du caoutchouc naturel a été marquée par une évolution contrastée de ses indicateurs après neuf mois d'activité en 2020. En effet, malgré une hausse de 18,7% de la production nationale de caoutchouc naturel en fond de tasse, l'usinage du caoutchouc humide en granulé de 50kg a reculé de 3,2% à 6 103 tonnes.

Sur le plan commercial, le repli des exportations de granulé de 9,4% et la baisse des cours mondiaux ont eu pour conséquence la chute du chiffre d'affaires de 14,5% à 5,3 milliards de FCFA.

Au niveau de l'emploi, malgré la mise en exploitation des plantations d'Olam, les effectifs et la masse salariale ont reculé respectivement de 16% et 21,9%.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2 019	2 020	Var 20/19
Productions							
Caoutchouc humide (en tonnes)	6 131	4 703	5 751	5 405	13 357	15 859	18,7%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	3 094	2 046	1 699	2 358	6 302	6 103	-3,2%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	2 823	2 609	1 321	2 621	7 234	6 551	-9,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 284	2 557	954	1 746	6 146	5 258	-14,5%
Effectifs	1 123	1 064	1 037	986	1 177	986	-16,2%
Masse salariale	909	887	837	779	3 205	2 503	-21,9%

Source : Siat Gabon, Olam Rubber Gabon

II.5.2. L'huile de palme

A fin septembre 2020, la filière de l'huile de palme brute a enregistré des résultats en hausse par rapport à la même période en 2019, malgré la situation de crise sanitaire. Ainsi, la récolte des régimes de palme dans les plantations de Mouila et Awala s'est affermie de 31,5% à 232 638 tonnes. En conséquence, la production d'huile brute rouge a augmenté de 35,9% pour s'établir à 55 754 tonnes. De même, la trituration des noix de palme a entraîné une production de 2 783 tonnes d'huile palmiste, en hausse de 33,9% par rapport à la même période en 2019.

Au niveau de l'emploi, les effectifs et la masse salariale ont baissé respectivement de 14,6% et 23,8%, correspondant à 4 397 employés pour un montant de 9,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'huile brute

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en tonnes)							
Régime de palme	61 252	73 699	83 389	75 550	176 932	232 638	31,5%
Huile rouge	14 085	18 646	19 784	17 324	41 020	55 754	35,9%
Huile palmiste	438	355	344	2 084	2 078	2 783	33,9%
Effectifs	5 291	4 927	4 712	4 397	5 149	4 397	-14,6%
Masse salariale	3 412	3 083	3 195	2 962	12 125	9 240	-23,8%

Source : OLAM Palm Gabon

II.5.3 L'élevage bovin

A fin septembre 2020, le ranch SIAT Nyanga a enregistré des résultats mitigés. En effet, le cheptel a augmenté de 4,8% à 6 230 têtes bovines en glissement annuel. Cela résulte à la fois des efforts de réduction des décès des veaux et des nouvelles naissances.

Le chiffre d'affaires, par contre, s'est fortement replié de 49,3% à 230 millions de FCFA. Cette chute est imputable à l'effondrement du prix de vente, l'entreprise ayant opté pour la « liquidation » afin de résorber ses problèmes de trésorerie.

Evolution de l'élevage bovin

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2 019	2 020	Var 20/19
Effectif du cheptel	6 285	6 509	6 327	6 230	5 947	6 230	4,8%
Vente de viande (en kg)	16 130	13 708	13 507	14 880	34 981	42 095	20,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	79	69	75	86	454	230	-49,3%
Effectif	13	13	12	11	15	11	-26,7%
Masse salariale	17.7	17.6	19.6	16.8	66	54	-18,8%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6.LES AGRO – INDUSTRIES

II.6.1. Le sucre

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2019, la branche de l'activité sucrière a été marquée par des résultats contrastés. Ainsi, sur le plan agronomique, la production de granulé de 50 kg s'est établie à 19 234 tonnes, en baisse de 8,3% par rapport aux réalisations du 30 septembre 2019.

Sur le plan industriel, la transformation de sucre s'est améliorée de 5,4% à 16 393 tonnes, attribuable au sucre en morceaux (+13,4%). Dans le même temps, les importations de sucre ont progressé de près de 10% à 7 371 tonnes en vue de satisfaire la demande locale.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires s'est stabilisé à 16,3 milliards de FCFA (+0,3%), en lien avec la bonne tenue de la demande des ménages malgré le contexte de crise sanitaire.

Evolution de l'activité sucrière

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production totale (en tonnes)	5 423	0	2 521	16 713	20 977	19 234	-8,3%
Importation (en tonnes)	0	2 981	2 992	1 398	6 708	7 371	9,9%
Total du sucre transformé (en tonnes)	4 925	5 194	5 614	5 584	15 551	16 393	5,4%
Sucre (en morceaux)	2 990	2 669	2 739	3 810	8 129	9 218	13,4%
Autres (doses, granulés & sachets 1 kg)	1 935	2 526	2 875	1 774	7 422	7 175	-3,3%
Ventes (en tonnes)	7 473	8 314	8 111	7 539	24 078	23 964	-0,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 094	5 626	5 534	5 146	16 256	16 306	0,3%
Effectifs	832	626	631	638	742	638	-14,0%
Masse salariale	1 864	1 222	1 438	1 821	3 996	4 481	12,1%

Source : Sucaf

II.6.2. Les boissons gazeuses et alcoolisées

L'activité de la branche des boissons gazeuses et alcoolisées a de nouveau enregistré des contreperformances à fin septembre 2020. En effet, suite aux mesures prises par le gouvernement visant à freiner la propagation de la pandémie du Covid-19, notamment la fermeture des bars et boîtes de nuits, la demande des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré un recul sur les neuf premiers mois. Dans ce contexte, la production totale des boissons gazeuses et alcoolisées a baissé de 7,4% pour se situer à 1,98 million d'hectolitres contre 2,1 millions d'hectolitres sur la même période en 2019. Néanmoins, au cours du troisième trimestre, la production est en hausse par rapport au second trimestre.

En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 11,2% à 105,8 milliards de FCFA contre 119,1 milliards de FCFA l'année dernière. Les effectifs ont fléchi de 2,5% pour une masse salariale en hausse de 15,4%.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en hectolitres)	681 366	690 790	603 855	687 489	2 140 562	1 982 134	-7,4%
Bières	417 809	399 606	373 825	459 922	1 293 448	1 233 353	-4,6%
Boissons gazeuses	243 569	270 286	216 315	202 266	778 581	688 867	-11,5%
Vins	9 388	9 970	6 853	12 335	34 406	29 158	-15,3%
Divers	10 600	10 928	6 862	12 966	34 127	30 756	-9,9%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	40 028	37 335	31 114	37 384	119 179	105 833	-11,2%
Effectifs	1 059	1 065	1 038	1 034	1 060	1 034	-2,5%
Masse salariale	4 162	4 157	4 592	4 086	11 123	12 835	15,4%

Source: enquête DGEPP

II.6.3. L'eau minérale

La branche de l'eau minérale a été marquée par des résultats contrastés à fin septembre 2020. En effet, la production a progressé de 4,3% à 879 632 hectolitres, soutenue par la fermeté de la demande et le dynamisme des gammes proposées par Sobraga. A l'inverse, les ventes ont généré un chiffre d'affaires en repli de 2,6% en glissement annuel, à 15,8 milliards de FCFA. Cette évolution est imputable aux problèmes d'évacuation des produits vers les grands centres de consommation.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production d'eau (en hectolitres)	239 319	332 701	305 535	241 455	843 606	879 691	4,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	4 854	6 363	5 117	4 325	16 231	15 805	-2,6%
Effectifs	89	90	90	89	89	89	0,0%
Masse salariale	19	279	277	281	875	838	-4,3%

Source : enquête DGEPP

II.6.4. Les huiles et corps gras

A l'issue des neuf premiers mois en 2020, les performances de la branche huile et corps gras ont été appréciables. En effet, la production totale s'est améliorée de 37% à 22 939 tonnes en glissement annuel, portée par la bonne tenue de l'huile raffinée (+38%) et de la stéarine (+72%).

Suivant la même tendance, les ventes locales et les exportations ont progressé respectivement de 38% et 13,7%. Cependant, le chiffre d'affaires s'est contracté de 12,7% à 12,1 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en tonnes)	5 904	6 338	8 523	8 078	16 732	22 939	37,1%
Huile raffinée	3 163	3 518	5 564	4 798	10 058	13 880	38,0%
Savons	1 396	1 276	725	1 163	3 248	3 164	-2,6%
Stéarine	1 345	1 544	2 234	2 117	3 426	5 895	72,1%
Ventes locales (en tonnes)	4 041	3 821	5 879	6 450	10 633	16 150	51,9%
Exportations (en tonnes)	11 945	8 491	5 267	16 798	26 872	30 555	13,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	4 647	3 303	1 843	6 910	13 818	12 056	-12,7%

Source : Olam Palm Gabon

II.7.LES INDUSTRIES DU BOIS

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2020, les industries de transformation du bois se sont caractérisées par un tassement de leur activité. En effet, la production des bois ouvrés a fléchi de 4,2% pour se situer à 870 410 m³, du fait des difficultés d'approvisionnements en grumes des usines de déroulage installées dans la zone à régime privilégié de Nkok au cours du deuxième trimestre. De même, les exportations ont baissé de 12,3% pour afficher 616 795 m³, du fait de la contraction des commandes extérieures des bois débités en raison de la crise de Covid-19, notamment entre avril et juin 2020. Néanmoins, la production et les exportations sont reparties à la hausse au cours du troisième trimestre par rapport au deuxième.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m ³)	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production	285 441	305 166	250 165	315 079	908 472	870 410	-4,2%
Ventes locales	29 428	30 974	19 135	22 666	65 850	72 776	10,5%
Exportations	191 232	210 156	183 383	223 256	703 004	616 795	-12,3%

Sources: DICB, échantillon des industries du bois

Par ailleurs, sur les neufs premiers mois, les ventes locales ont progressé de 10,5% pour atteindre 72 776 m³, en raison de la fermeté des consommations du marché domestique des placages et contreplaqués.

II.7.1. Les unités de sciage

A fin septembre 2020, les unités de sciage ont enregistré des contreperformances industrielles et commerciales. En effet, la production a baissé de 1,1% pour se situer à 508 340 m³ contre 513 931 m³ sur la même période en 2019.

Sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations ont diminué respectivement de 4% et 6,7%, en raison du fléchissement de la demande aussi bien sur le marché national qu'à international.

Évolution de l'activité de sciage

(en m ³)	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production	172 340	191 235	139 182	177 923	513 931	508 340	-1,1%
Ventes locales	21 714	20 838	10 025	14 474	47 219	45 337	-4,0%
Exportations	104 636	121 708	110 907	122 460	380 617	355 074	-6,7%

Source : Enquête DGEPP

II.7.2. Les unités de déroulage

- Le placage

Au terme des neuf premiers mois 2020, le segment placage a globalement été marqué par une baisse des performances, malgré le relèvement des ventes locales. En effet, la production est passée de 365 104 m³ à 324 712 m³, se traduisant par une diminution de 11,1%, du fait de la décélération du rythme des approvisionnements en grumes des usines installées dans la zone économique spéciale de Nkok, précisément au cours du second trimestre.

De même, les exportations ont chuté de 22,7%, soit 231 433 m³. Cette situation s'explique par la contraction de commandes extérieures des panneaux de construction de parquets contrecollés et des granulés de bois au cours du second trimestre.

Par contre, les ventes locales ont été en pleine expansion pour afficher un volume de 20 940 m³, en très forte hausse de 59%, en raison de la fermeté de la demande locale de placage.

Évolution de l'activité de placage

(en m ³)	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production	99 904	103 373	99 170	122 169	365 104	324 712	-11,1%
Ventes locales	6 069	8 397	7 002	5 541	13 168	20 940	59,0%
Exportations	75 660	79 698	62 734	89 001	299 412	231 433	-22,7%

Source : Enquête DGEPP

- Le contreplaqué

Le segment contreplaqué a enregistré des résultats satisfaisants à fin septembre 2020. En effet, la production des unités industrielles a progressé de près de 27%, pour se situer à 37 358 m³. De même, les exportations de contreplaqué se sont accrues de 31,8% pour atteindre 30 288 m³. Cette hausse est justifiée par la fermeté des commandes du marché international de produits de contreplaqué, précisément sur le troisième trimestre.

Parallèlement, les ventes locales ont enregistré une augmentation de 19%, pour afficher 6 499 m³, attribuable au dynamisme de la demande locale de contreplaqué.

Évolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production	13 197	10 558	11 813	14 987	29 437	37 358	26,9%
Ventes locales	1 645	1 739	2 108	2 651	5 463	6 499	19,0%
Exportations	10 937	8 750	9 742	11 795	22 974	30 288	31,8%

Source : Enquête DGEPP

II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1. La chimie

- **Les peintures**

La branche de fabrication des peintures a enregistré des contreperformances au 30 septembre 2020 tant sur le plan industriel que commercial. En effet, la production a reculé de 13,6% à 2 378 tonnes contre 2 751 tonnes sur la période sous revue. La crise sanitaire née de la pandémie du coronavirus explique cette baisse d'activité. On note tout de même un relèvement de la production au cours du dernier trimestre 2020, en lien avec l'accélération des travaux d'auto-construction des logements pendant la saison sèche.

Le chiffre d'affaires a suivi la même tendance (-8,3%) et s'est situé à 6 milliards de FCFA en 2020 contre 6,5 milliards de FCFA en 2019.

Evolution de l'activité des peintures

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	600,9	651,5	757,7	968,8	2 750	2 378	-13,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	2 377,5	1 942,5	1 421,1	2 617,9	6 516	5 982	-8,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	288,0	272,5	241,5	252,1	735	766	4,2%
Effectifs (en nombre)	86	87	86	84	86	84	-2,3%

Sources : PPG, Chimie Gabon

- **Les gaz industriels**

Au terme des neuf premiers d'activité en 2020, la production des gaz industriels a chuté de 25,8% à 310 273 m³, en lien avec le ralentissement de l'activité engendré par la crise du Covid-19, notamment avec l'arrêt de l'usine enregistré en mai. Sur le plan commercial, les ventes se sont traduites par une augmentation du chiffre d'affaires de 2,6%, soit 2 milliards de FCFA.

Parallèlement, les effectifs et la masse salariale se sont renforcés respectivement de 2,4% et 2,8%.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en m ³)	139 242	137 702	63 590	108 981	418 027	310 273	-25,8%
Oxygène	64 075	37 012	40 016	86 518	280 155	163 546	-41,6%
Azote gazeux	2 711	2 812	0	2 868	7 304	5 680	-22,2%
Azote liquide	68 118	92 056	21 695	10 362	101 868	124 113	21,8%
Acétylène	4 338	5 822	1 879	9 233	28 700	16 934	-41,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	753	726	614	685	1 974	2 025	2,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	136	123	121	138	371	382	2,8%
Effectifs (nombre d'agents)	41	41	40	42	41	42	2,4%

Source : Air Liquide Gabon (GABOA)

II.8.2. Les matériaux de construction

A fin septembre 2020, la branche de la fabrication de ciment s'est caractérisée par une morosité de son activité. En effet, la production de ciment a régressé de 8,6% pour se situer à 385 123 tonnes contre 421 102 tonnes au cours de la même période en 2019. Cette contreperformance résulte des effets négatifs des mesures gouvernementales pour lutter contre la propagation de la pandémie du coronavirus qui ont impacté l'activité de construction au cours du second trimestre. On note néanmoins une forte remontée de la production au cours du troisième trimestre.

Sur le plan commercial, les ventes de ciment ont reculé de 6,8% à 385 655 tonnes, induisant un chiffre d'affaires de 27,9 milliards de FCFA, en baisse de 6,4% par rapport à fin septembre 2019. Les ventes ont progressé fortement au cours du troisième trimestre, générant une remontée du chiffre d'affaires. De même, la masse salariale et les effectifs se sont contractés respectivement de 12,8% et 3,5% sur la période d'analyse.

Evolution de l'activité des matériaux de construction

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en tonnes)							
Clinker (importations)	114 165	88 047	73 550	160 800	321 736	322 397	0,2%
Ciment	114 845	113 697	100 350	171 076	421 356	385 123	-8,6%
Ventes de ciment (en tonnes)	113 317	113 252	102 200	170 213	413 604	385 665	-6,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	9 190	8 011	7 244	12 685	29 864	27 941	-6,4%
Masse salariale (millions de FCFA)	342	366	365	366	1 259	1 097	-12,8%
Effectifs	67	112	111	110	114	110	-3,5%

Sources : CIMAF, CIMGABON

II.8.3. La transformation des métaux

L'observé des neuf premiers mois de 2020 fait ressortir des performances appréciables pour la seconde transformation des métaux. Ainsi, la production de tôles en aluminium s'est améliorée de 19,6% à 1 369 tonnes, en lien avec la consolidation du carnet de commandes en saison sèche. La production a quasiment doublé au troisième trimestre.

Parallèlement, le chiffre d'affaires a augmenté de 5,2% à 3,6 milliards de FCFA sur la période d'analyse.

Evolution de l'activité de la transformation des métaux

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	471,9	379,6	354,1	635,4	1 145	1 369	19,6%
Tôles minces	150,8	98,0	103,0	200,1	270	401	48,7%
Tôles épaisses	321,1	281,6	251,1	435,3	875	968	10,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	1 303,6	1 016,9	1 000,5	1 577,1	3 418	3 594	5,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	116,3	69,2	92,1	68,7	257	230	-10,6%
Effectifs (en nombre d'agents)	28	29	30	29	28	29	3,6%

Source : Sotralga

II.8.4. L'industrie minière

La branche de la transformation de minerais de manganèse s'est caractérisée par l'arrêt définitif de l'activité d'électrolyse pour la production de manganèse métal au troisième trimestre, pendant que celle de la production de silico-manganèse a continué à s'adapter au niveau de la demande dans un marché affecté par le fort ralentissement de la production d'acier en Europe et aux Etats-Unis. Dans ces conditions, la production totale des alliages de manganèse s'est établie à 26 781 tonnes au 30 septembre 2020, soit une baisse de 19% par rapport aux réalisations de fin septembre 2019.

Corrélativement, le chiffre d'affaires a baissé de 9,6% à 18,8 milliards malgré la hausse des ventes de silico manganèse. Cette baisse est liée à l'arrêt de la production de manganèse métal et au repli du cours des alliages respectivement de 12% pour le manganèse métal et 10% pour le silico manganèse.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	14 674	10 302	6 899	9 580	33 089	26 781	-19,1%
<i>Silico Manganèse (SiMn)</i>	<i>12 818</i>	<i>9 196</i>	<i>6 655</i>	<i>9 577</i>	<i>26 789</i>	<i>25 428</i>	<i>-5,1%</i>
<i>Manganèse Métal (Mn Métal)</i>	<i>1 856</i>	<i>1 106</i>	<i>244</i>	<i>3</i>	<i>6 300</i>	<i>1 353</i>	<i>-78,5%</i>
Exportations (en tonnes)	10 052	17 234	9 032	4 659	30 457	30 925	1,5%
<i>Silico Manganèse (SiMn)</i>	<i>8 367</i>	<i>14 800</i>	<i>8 437</i>	<i>4 617</i>	<i>25 031</i>	<i>27 854</i>	<i>11,3%</i>
<i>Manganèse Métal (Mn Métal)</i>	<i>1 685</i>	<i>2 434</i>	<i>595</i>	<i>42</i>	<i>5 426</i>	<i>3 071</i>	<i>-43,4%</i>
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	6 397	9 825	6 563	2 433	20 832	18 821	-9,7%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.8.5. La fonderie

Au terme des neuf premiers mois d'activité en 2020, la branche de la fonderie a enregistré des contreperformances. En effet, la production consolidée a fléchi de 1,1%, pour se situer à 6 857 tonnes, en liaison avec la baisse des commandes à l'international due à la pandémie du coronavirus, mais également du manque des matières premières (aluminium et bronze).

Le chiffre d'affaires a suivi la même tendance baissière et s'est situé à 2,9 milliards FCFA contre 3,1 milliards de FCFA en 2019, soit une baisse de 4,3%. Dans le même temps, la masse salariale et les effectifs ont baissé respectivement de 0,7% et 3,5%.

Evolution de l'activité de fonderie

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	1 981,8	2 886,6	959,0	3 011,9	6 935	6 858	-1,1%
Aluminium	325,3	363,8	201,4	451,2	1 335	1 016	-23,9%
Plomb	376,8	371,5	205,3	462,2	823	1 039	26,3%
Cuivre	236,7	289,2	263,2	262,5	737	815	10,6%
Bronze	0,0	2,4	29,8	2,4	43	35	-18,7%
Laiton	48,6	29,7	25,2	33,7	107	89	-17,3%
Fer à béton	994,4	1 830,0	234,1	1 799,9	3 892	3 864	-0,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	1 070	988	836	1 054	3 068	2 877	-6,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	197,5	191,1	169,6	205,0	571	566	-0,9%
Effectifs (en nombre d'agents)	229	230	228	221	229	221	-3,5%

Source : Enquête DGEPP

II.9. LE RAFFINAGE

Au 30 Septembre 2020, le volume du brut de pétrole traité a augmenté de 26,2% pour s'établir à 573 464 tonnes métriques contre 454 456 tonnes à la même période en 2019. Cette hausse se justifie par un meilleur approvisionnement de la société en pétrole brut, même si le nombre de lots livrés a été en deçà des prévisions de l'entreprise.

Sur le plan commercial, à l'exception des ventes du Jet A1 qui ont été plombées par l'atonie du transport aérien sur le réseau local, les volumes vendus des autres produits pétroliers raffinés se sont consolidés tant sur le marché local qu'extérieur, en raison de la fermeté de la demande des clients industriels.

Cependant, le chiffre d'affaires a baissé de 19,3% à 117, 9 milliards de FCFA. Cette évolution est corrélée à l'ajustement à la baisse des prix des produits pétroliers, en lien avec la chute des cours du pétrole durant cette période de crise sanitaire mondiale.

Evolution de l'activité de raffinage

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Total du brut traité	221 015	178 989	168 170	226 305	454 456	573 464	26,2%
Compte propre (tonnes métriques)	221 015	178 989	168 170	226 305	454 456	573 464	26,2%
Importations de produits pétroliers (TM)	75 020	80 684	48 881	69 191	252 259	198 756	-21,2%
Butane	75 020	11 058	12 591	15 493	27 682	39 142	41,4%
Essence	0	8 963	3 986	6 583	29 264	19 532	-33,3%
Gasoil	0	60 663	32 304	47 115	194 023	140 082	-27,8%
Ventes de Sogara	0	60 663	32 304	47 115	194 023	140 082	-27,8%
Total du brut traité							
Butane (TM)	1 995	1 126	2 431	2 731	4 822	6 288	30,4%
Super (m ³)	18 777	10 255	13 724	18 873	37 129	42 852	15,4%
Pétrole lampant (m ³)	1 659	1 725	2 506	470	4 226	4 701	11,2%
Jet A1 (m ³)	22 112	8 918	3 574	14 166	32 776	26 657	-18,7%
Gas-oil moteur (m ³)	65 255	64 592	60 539	61 530	144 413	186 660	29,3%
Jet A1 export (TM)	6 036	0	6 932	13 477	5 812	20 409	251,2%
Résidu atmosphérique (TM)	120 559	89 765	91 306	94 383	267 394	275 453	3,0%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	73 058	49 500	27 572	40 900	146 239	117 973	-19,3%
Chiffre d'affaires intérieur	40 560	30 565	17 767	23 894	79 952	72 225	-9,7%
Chiffre d'affaires export	32 498	18 936	9 805	17 007	66 287	45 747	-31,0%

Source : Sogara

II.10. LA PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

II.10.1. L'électricité

La branche de l'énergie électrique s'est caractérisée par une évolution mitigée de son activité durant les neuf premiers mois de l'année 2020. En effet, la production nette d'électricité s'est améliorée légèrement (+0,6%) à 1 880,8 Gwh, suite au renforcement des achats auprès de la Société de Patrimoine (+5,78%).

Par contre, les ventes facturées ont baissé de 2,7% à 1 251,1 Gwh sur la période d'analyse, en lien avec la perturbation des activités suite à la pandémie de Covid-19. En conséquence, le chiffre d'affaires hors cession a affiché un repli de 2,5%, pour un montant de 130 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production nette (en GWh)	591,9	637,0	609,3	554,5	1 790,3	1 800,8	0,6%
Production nette SEEG	457,3	495,1	462,9	424,3	1 394,8	1 382,3	-0,9%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	134,6	141,9	146,4	130,1	395,6	418,4	5,8%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	418,4	453,5	412,3	385,3	1 285,6	1 251,1	-2,7%
Volumes facturés MT hors cession	147,1	158,3	134,5	136,2	462,9	428,9	-7,3%
Volumes facturés BT hors cession	271,3	295,2	277,8	249,1	822,7	822,1	-0,1%
CA Total hors cession (millions de FCFA)	43 579	46 556	43 204	40 283	133 329	130 043	-2,5%
CA MT hors cession	12 944	13 227	12 199	12 254	39 864	37 680	-5,5%
CA BT hors cession	30 635	33 329	31 005	28 029	93 465	92 363	-1,2%
Prix du KWh MT (en FCFA)	88	84	91	90	87	88	1,4%
Prix du KWh BT (en FCFA)	113	113	112	113	114	112	-1,2%

Source : enquête DGEPPF

II.10.2. L'eau

Au 30 septembre 2020, le volume de production cumulée d'eau a légèrement reculé de 0,6% à 88,5 millions de m³ en raison d'une saison sèche plus marquée. Sur le plan commercial, les ventes hors cession ont baissé de 1,5% à 46,8 millions de m³. En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 1,9% à 18,13 milliards de FCFA, en lien avec le repli des volumes vendus et de celui du prix moyen du m³ d'eau (-0,4%).

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m ³)	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Production nette	29 200	29 623	29 699	29 151	88 998	88 474	-0,6%
Ventes hors cession	14 400	16 511	14 783	15 472	47 502	46 766	-1,5%
CA hors cession (millions de FCFA)	5 865	6 392	5 730	6 007	18 488	18 129	-1,9%
Prix moyen du m ³ (en FCFA)	407	387	388	388	389	388	-0,4%

Source : enquête DGEPPF

II.11 LES BTP

A fin septembre 2020, le segment BTP a enregistré une baisse de son activité de 35,7% à 44,3 milliards de FCFA comparativement à la même période en 2019. Cette évolution est liée au ralentissement d'activité induit à la fois par la baisse de la commande publique et la pandémie du coronavirus, en dépit de la poursuite et/ou de la reprise de certains chantiers (travaux de réparation des zones instables sur le réseau du chemin de fer Transgabonais, chantiers de modernisation des voiries urbaines, bassins versants de Libreville, etc.).

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont baissé de près de 27% pour une masse salariale en progression de 21% du fait des licenciements et du paiement d'une prime spéciale.

Evolution de l'activité des BTP

(en millions FCFA)	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2 019	2 020	Var 20/19
Production vendue	23 375	19 381	13 270	11 660	68 871	44 311	-35,7%
Bâtiment, Génie-Civil	18 970	16 214	11 057	9 083	58 777	36 355	-38,1%
Lignes Eau, Electricité, Téléphone	4 405	3 167	2 213	2 577	10 094	7 957	-21,2%
Masse salariale (en millions FCFA)	3 695	4 820	3 928	5 329	11 606	14 077	21,3%
Effectifs (en nombre d'agents)	1 938	1 783	1 696	1 570	2 148	1 570	-26,9%

Source : enquête DGEPP

II.12. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.12.1. Le transport terrestre

A fin septembre 2020, la branche du transport terrestre a affiché des résultats appréciables, au regard de l'évolution de ses principaux indicateurs. En effet, le parc automobile mis en exploitation a très fortement progressé, en raison du lancement des activités de la nouvelle société de transport Trans Urb. Le parc est ainsi passé d'une moyenne de 30 véhicules (taxi, bus et autobus) en 2019 à 113 véhicules en moyenne sur la même période en 2020.

Le nombre de passagers transportés a suivi la même tendance haussière. Ainsi, les passagers acheminés par les transports publics ont vu leur nombre exploser de plus de 370% à 8 millions de personnes contre 1,7 million une année auparavant. Notons qu'en plus du lancement des activités de Trans Urb, l'Etat a décidé d'instaurer la gratuité du transport urbain durant cette période de crise sanitaire pour tous les usagers du Grand Libreville.

Evolution de l'activité transport terrestre

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2 019	2 020	Var 20/19
Parc automobile en exploitation	23	23	150	164	30	113	276,7%
Bus*	11	12	124	145	17	94	443,0%
Taxi*	12	11	26	19	13	19	38,7%
Passagers transportés (milliers de personnes)	568	568	2 576	4 948	1 719	8 092	370,6%
Bus	568	568	2 575	4 948	1 710	8 091	373,3%
Taxi	0	0	1	0	10	1	-88,7%

Source: Sogatra, TransUrb, * moyenne sur la période
Enquête DGEPP

II.12.2. Le transport aérien

Paralysé comme tous les autres secteurs à cause de la pandémie de coronavirus et des mesures barrières pour freiner sa propagation, le transport aérien a connu une baisse importante de son activité du fait de l'arrêt du transport de passagers sur les deux réseaux (national et international) au mois de mars. Ainsi, à fin septembre 2020, malgré une reprise progressive des activités, les mouvements commerciaux des avions ont chuté de 55,7%, le nombre de passagers de 66% et le volume fret de 5% comparé à 2019 à la même période.

En glissement trimestriel, on observe un relèvement de l'activité à partir du troisième trimestre qui fait suite à la reprise des vols commerciaux des passagers au départ et à l'arrivée des aéroports du pays à partir du 11 juillet, à raison de 2 vols hebdomadaires par compagnie.

Evolution de l'activité transport aérien

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Mouvements avions commerciaux	3 771	3 302	611	1 199	11 541	5 112	-55,7%
- Réseau domestique	1 216	1 087	257	509	4 102	1 853	-54,8%
- Réseau international	2 555	2 215	354	690	7 439	3 259	-56,2%
Passagers	204 795	155 917	6 387	41 556	588 710	203 860	-65,4%
- Réseau domestique	39 803	33 253	1 568	5 981	119 202	40 802	-65,8%
- Réseau international	134 118	101 898	4 494	34 408	397 724	140 800	-64,6%
- Transit	30 874	20 766	325	1 167	71 784	22 258	-69,0%
Volume du fret (en tonnes)	3 716	3 257	2 831	3 152	9 726	9 240	-5,0%
- Réseau domestique	164	214	84	91	469	389	-17,1%
- Réseau international	3 552	3 042	2 747	3 061	9 257	8 850	-4,4%

Source: ADL

II.12.3. Le transport ferroviaire

L'activité ferroviaire a une nouvelle fois consolidé ses performances au regard de l'évolution de ses principaux indicateurs. En effet, malgré une baisse importante du nombre de passagers transportés (-58,4%) pour cause d'interdiction de déplacements au départ du Grand Libreville dans le cadre des mesures barrières de lutte contre le Covid-19, cette branche d'activité a enregistré une hausse de 27,2% de volume global des marchandises acheminées par rails, soit 6,7 millions de tonnes. La bonne tenue du trafic manganèse (90% du total) en est la principale raison.

Sur le plan commercial, les différentes prestations ont généré un chiffre d'affaires de 66 milliards de FCFA, en hausse de 13,8% par rapport à la même période en 2019.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2 019	2 020	Var 20/19
Nombre de passagers	77 078	59 303	0	42 456	244 842	101 759	-58.4%
Volume global des marchandises (en Tonnes)	1 921 642	1 956 138	2 440 477	2 272 444	5 243 410	6 669 059	27.2%
Grumes	73 736	91 977	116 119	93 677	304 738	301 773	-1.0%
Bois débités	3 700	4 720	3 258	2 925	14 540	10 903	-25.0%
Bois débité ou déroulé conteneurisé	20 314	16 968	26 153	18 758	52 447	61 879	18.0%
Manganèse	1 725 869	1 745 904	2 200 650	2 067 375	4 522 741	6 013 929	33.0%
Produits C2M	15 692	11 063	13 283	9 202	61 386	33 548	-45.3%
Produits pétroliers	14 617	17 262	17 908	18 541	50 349	53 711	6.7%
Autres marchandises	67 714	68 244	63 106	61 966	237 209	193 316	-18.5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	20 057	20 652	22 740	22 625	58 021	66 017	13.8%

Source : SETRAG

II.12.4. Le transport maritime

II.12.4.1. L'activité portuaire à Owendo (GSEZ)

Au 30 septembre 2020, l'activité portuaire dans les quais gérés par Olam GSEZ a raffermi ses performances. En effet, le volume global de marchandises manipulées a connu une hausse de 26,7% à 4,1 millions de tonnes, comparativement à la même période en 2019. Parallèlement, les mouvements des bateaux ont progressé de 11,8%.

Dans le même temps, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 32,5% à 57,8 milliards de FCFA sur la période sous revue. La masse salariale a augmenté de 6,9% pour des effectifs en retrait de 8,3%.

Evolution de l'activité portuaire (GSEZ Port)

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Mouvements des bateaux	63	52	56	53	144	161	11,8%
Volume global de marchandises (tonnes)	1 455 066	1 229 565	1 427 330	1 476 863	3 263 179	4 133 758	26,7%
Manganèse	1 108 938	960 138	1 175 749	1 114 309	2 170 328	3 250 196	49,8%
Autres marchandises	346 128	269 426	251 581	362 554	1 092 850	883 561	-19,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	24 120	16 853	20 853	20 115	43 642	57 821	32,5%
Effectif permanent (nombre d'agents)	511	511	500	473	516	473	-8,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 583	1 597	1 915	2 103	5 252	5 615	6,9%

Sources: GSEZ-Cargp, GSEZ-MT

II.13 LES TELECOMMUNICATIONS

L'observé conjoncturel de la branche des télécommunications laisse apparaître une baisse de son activité à fin septembre 2020. Ainsi, le nombre total d'abonnés au téléphone a fléchi de 0,5% à 3,02 millions de clients, malgré le relèvement du nombre d'abonnés au téléphone fixe (+13%). Cette tendance a également été observée au niveau de l'abonnement internet mobile, matérialisée par une contraction de 2,1% sur la période sous revue.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires s'est replié de 3,9% à 161 milliards de FCFA, plombé la téléphonie mobile qui est sur un sentier baissier depuis plus d'un an (réduction continue des tarifs des communications et des forfaits opérés par les opérateurs). On relève néanmoins une remontée des performances sur le troisième trimestre. Par ailleurs, le nombre d'abonnés à internet haut débit enregistre une nette progression de 17,6% sur la période.

Evolution de l'activité des télécommunications

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	55,5	52,7	51,5	56,7	167,6	161,0	-3,9%
Nombre d'abonnés au mobile (milliers)	2 993	2 944	2 791	3 001	3 020	3 001	-0,6%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	22,3	22,7	23,3	24,9	22,1	24,9	13,1%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	3 015	2 967	2 814	3 026	3 042	3 026	-0,5%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM (milliers)	2 049	2 005	1 890	1 994	2 037	1 994	-2,1%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit (milliers)	18,0	18,4	19,6	20,6	17,5	20,6	17,6%

Source : Enquête DGEPPF

II.14 LE COMMERCE

II.14.1 Le commerce général structuré

A fin septembre 2020, l'observé conjoncturel de la branche du commerce général structuré fait apparaître un fléchissement de 1,7% de son chiffre d'affaires, soit 243,2 milliards de FCFA. Ce repli s'explique par le ralentissement de l'économie en lien avec la pandémie de coronavirus, les ménages étant moins portés vers des dépenses autres que celles liées à l'alimentation et à la santé. Néanmoins, on relève au cours du troisième trimestre une remontée de la consommation à 83,2 milliards contre 77,3 milliards au second trimestre.

Evolution du commerce général structuré

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	86,6	82,7	77,3	83,2	247,4	243,2	-1,7%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaire, Mbolo, San, Sipagel

II.14.2. Le commerce des véhicules

- Véhicules industriels

Le négoce des véhicules industriels a affiché un chiffre d'affaires de 21,9 milliards de FCFA au 30 septembre 2020, en baisse de 6,1% par rapport à la même période en 2019. Cette contreperformance a été occasionnée par le très fort ralentissement de l'activité des BTP, dans un contexte de crise sanitaire.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	4,0	5,7	7,6	8,6	23,4	22,0	-6,1%

Source : Tractafic Equipement

II.14.3. Le commerce des produits pétroliers

A fin septembre 2020, les ventes cumulées des produits pétroliers raffinés se sont chiffrées à 439 667 tonnes métriques, en baisse de 9,3%. Cette contreperformance est liée à la contraction de la demande sur la période sous revue à cause des mesures édictées par le gouvernement contre le Covid-19.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Volumes vendus (tonnes métriques)	169 279	166 038	123 361	150 268	484 797	439 667	-9,3%
<i>dont Gasoil</i>	119 590	120 968	88 120	107 198	346 939	316 286	-8,8%
<i>Supercarburant</i>	21 148	19 827	15 317	20 324	59 761	55 468	-7,2%
<i>Kérosène</i>	10 249	6 938	1 983	3 493	23 464	12 414	-47,1%

Source : GPP (Groupement Professionnel Pétrolier)

II.14.4. Le commerce des produits pharmaceutiques

Après neuf mois d'activité en 2020, le commerce des produits pharmaceutiques s'est consolidé de 5,1% à 46,6 milliards de FCFA. Cette performance a été favorisée par une bonne politique de gestion des stocks et la fermeté de la demande en médicaments, notamment les produits destinés à la lutte contre la Covid-19.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	16,4	15,8	14,8	15,9	44,3	46,6	5,1%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.15.LES AUTRES SERVICES

II.15.1. Les Services rendus aux entreprises

Après neuf (09) mois d'activité en 2020, la branche des services rendus aux entreprises a enregistré des contreperformances. Cette situation a été occasionnée par la crise sanitaire du Covid-19, dans un contexte déjà marqué par une perte de clientèle, mais aussi la baisse des prix des prestations pour garder les clients ou élargir le portefeuille clients. En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 10% à 14,3 milliards de FCFA sur la période d'analyse.

Evolution de l'activité des services aux entreprises

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2 019	2 020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	5 784	6 453	5 341	3 576	15 849	14 267	-10%

Source: enquête DGEPP

II.15.2. Les Services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers ont généré un chiffre d'affaires de 26,4 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre 32,4 milliards en 2019, soit une baisse de 18,4%. Cette contreperformance est imputable à la crise sanitaire dont les effets néfastes ont provoqué l'arrêt momentané de certaines entreprises. Avec l'assouplissement des mesures barrières, le troisième trimestre 2020 a été en amélioration comparativement au second.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2 019	2 020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	11 253	10 502	6 472	9 521	32 480	26 495	-18,4%

Source : Enquête DGEPP

II.15.3. Les Services immobiliers

Malgré un contexte économique atone, l'activité des services immobiliers a enregistré de meilleures performances. Ce résultat fait suite à la bonne tenue de l'activité des transactions locatives induites par la croissance de la demande en logements, la consolidation de la vente des parcelles viabilisées et une stabilité dans la gestion des portefeuilles. En conséquence, le chiffre d'affaires des services immobiliers a très fortement augmenté, passant de 1,5 milliard de FCFA en 2019 à 4,5 milliards de FCFA en 2020.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 143	540	1 450	2 580	1 623	4 570	181,5%

Source : enquête DGEPP

II.15.4. Les Services de réparation mécanique

A fin septembre 2020, on observe une inflexion du chiffre d'affaires de 1% à 12,8 milliards de FCFA. Cette situation résulte du fort ralentissement de l'activité économique, en lien avec la crise sanitaire du Covid-19. La poursuite des activités dans les secteurs prioritaires (pétrole, mines, forêt) a permis d'atténuer cette baisse, malgré la forte baisse observée au deuxième trimestre.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	4T19	1T20	2T20	3T20	Neuf premiers mois		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 264	4 732	3 655	4 418	12 938	12 804	-1,0%

Source : enquête DGEPP

II.16. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

Au terme des neuf premiers mois de 2020, le secteur de l'hôtellerie, tourisme et restauration demeure le plus impacté par les effets négatifs de la pandémie de Covid-19. En effet, on a enregistré une chute des flux touristiques avec la fermeture des frontières et l'application des autres mesures barrières édictées par le Gouvernement (confinement des populations, fermeture des hôtels, des restaurants et autres lieux de divertissement) au second trimestre.

Les mesures d'allègement prises par le Gouvernement au troisième trimestre ont tout de même permis d'observer une timide reprise dans le secteur, notamment la réouverture des hôtels et des restaurants avec terrasse à compter du mois de juillet, sous réserve du strict respect des règles édictées par le protocole sanitaire spécifique au secteur du tourisme. Néanmoins, cette reprise s'est caractérisée par une très faible fréquentation des structures hôtelières, compte tenu de la lente remontée du trafic aérien international. Par ailleurs, les bars, motels, night-clubs etc., demeurent fermés jusqu'à nouvel ordre.

II. 17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.17.1 La situation du bilan

Au 30 septembre 2020, le total agrégé des bilans des banques a baissé de 1,4% pour s'établir à 2 656,4 milliards de FCFA contre 2 695 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée au repli des dépôts de la clientèle (-2,8% à 2 081,2 milliards de FCFA) et des provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle (-24,5%).

Aussi, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré, passant de 146,1% au 30 septembre 2019 à 157,8% en 30 septembre 2020. Les créances en souffrance ont baissé de 22,4% pour s'établir à 182,5 milliards de FCFA à fin septembre 2020.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

Rubriques	30/09/2018	30/09/2019	30/09/2020	2019/2020
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 071,3	2 141,8	2 081,2	-2,8%
Crédits bruts	1 675,3	1 630,1	1 442,7	-11,5%
Créances en souffrance	242,6	235,1	182,5	-22,4%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	158,7	163,9	123,8	-24,5%
CREDITS NETS	1 516,6	1 466,2	1 318,9	-10,0%
CAPITAUX PERMANENTS	290,7	310,5	375,8	21,0%
VALEURS IMMOBILISEES	182,9	251,6	265,6	5,6%
AUTRES POSTES NETS	51,5	23,5	11,2	-52,3%
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	712,0	758,0	883,7	16,6%
TOTAL DU BILAN	2 585,8	2 695,0	2 656,4	-1,4%

Source : COBAC

II.17.2 Les opérations avec la clientèle

II.17.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire ont régressé de 2,8%, à 2 081,2 milliards de FCFA au troisième trimestre 2020, comparativement à la même période l'an dernier. Les ressources à vue se sont consolidées de 1,4%, soit 1 415,5 milliards de FCFA, portés principalement par la hausse des dépôts des privés (+3%). Les ressources à vue ont représenté 68% du total des dépôts contre 65,2% à la même période l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) ont continué de se dégrader, du fait des mesures prises afin de limiter la propagation de la Covid-19 sur le plan national. Elles se sont établies à 557,4 milliards de FCFA en septembre 2020 contre 582,5 milliards en septembre 2019, soit une baisse de 4,3%. Ces ressources ont représenté 26,8% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	30/09/2018	30/09/2019	30/09/2020	2019/2020
Comptes à vue	1 267,1	1 395,5	1 415,5	1,4%
Comptes à terme	683,9	560,9	534,5	-4,7%
Comptes de dépôts à régime spécial	19,9	21,6	22,9	6,0%
Autres comptes	83,2	152,4	98,8	-35,2%
Dettes rattachées	17,2	11,4	9,5	-16,7%
TOTAL DES DEPOTS	2 071,3	2 141,8	2 081,2	-2,8%

Source : COBAC

A fin septembre 2020, les dépôts publics ont baissé de 27,8%, soit 105,3 milliards de FCFA contre 145,9 milliards de FCFA à fin septembre 2019. Ces dépôts ont représenté 5,1% du total des dépôts collectés contre 6,8% l'an dernier. Par contre, les dépôts du secteur privé non financier ont augmenté de 3% pour s'établir à 1 737,1 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre 1 686,8 milliards de FCFA à fin septembre 2019.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	30/09/2018	30/09/2019	30/09/2020	2019/2020
Dépôts publics	157,5	145,9	105,3	-27,8%
Dépôts des entreprises publiques	62	82,4	78,5	-4,7%
Dépôts privés	1 726,8	1 686,8	1 737,1	3,0%
Dépôts des non-residents	24,5	62,9	52	-17,3%
Dépôts non ventilés	100,5	163,8	108,3	-33,9%
TOTAL DES DEPOTS	2 071,3	2 141,8	2 081,2	-2,8%

Source : COBAC

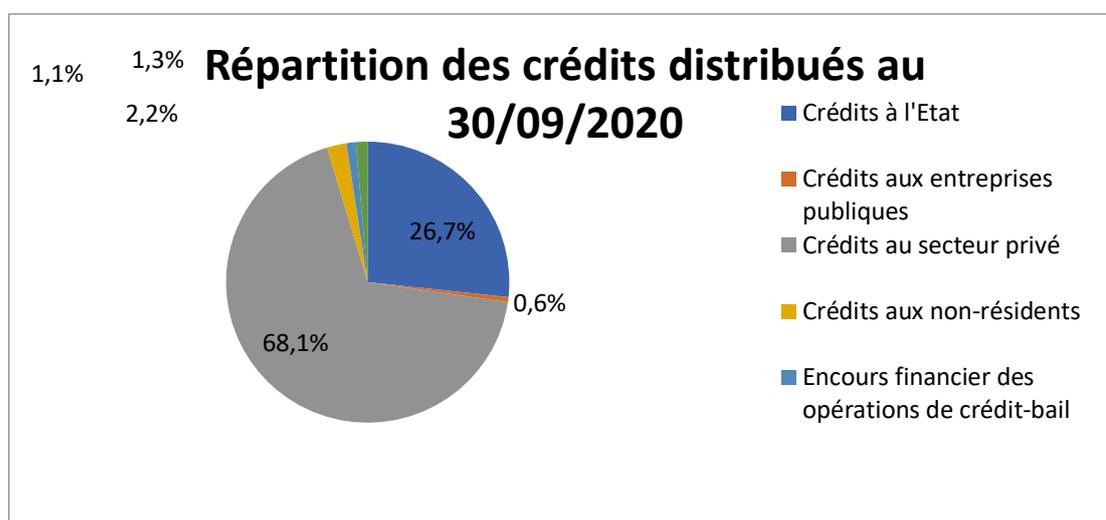
II.17.2.2 Les crédits distribués

Au 30 septembre 2020, les crédits bruts distribués ont reculé de 11,5% à 1 442,7 milliards de FCFA contre 1 630,1 milliards un an auparavant à la même période, impactés essentiellement par la baisse des crédits accordés à l'Etat et au secteur privé. En effet, les crédits octroyés aux administrations publiques ont baissé de 5,1% à 385,3 milliards de FCFA à la fin du troisième trimestre 2020. Ceux-ci ont représenté 26,7% de l'ensemble des crédits bruts distribués.

En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé ont connu un effondrement de 12,5%, soit 982,3 milliards de FCFA. Ils ont représenté 68,1% du total des crédits contre 68,9% en septembre 2019.

Les crédits consentis aux entreprises publiques qui ont représenté 0,6% du total des crédits bruts, ont régressé de 4,5% à 8,4 milliards de FCFA à la fin de septembre 2020 contre 8,8 milliards un an auparavant.

Enfin, on note une baisse des opérations de crédit-bail dont l'encours s'élève à 15,9 milliards de FCFA en septembre 2020 contre 17,3 milliards un an plus tôt.



Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	30/09/2018	30/09/2019	30/09/2020	2019/2020
Crédits à l'Etat	497,7	406,2	385,3	-5,1%
Crédits aux entreprises publiques	15,7	8,8	8,4	-4,5%
Crédits au secteur privé	1 073,8	1 122,8	982,3	-12,5%
Crédits aux non-résidents	50,1	57,4	31,8	-44,6%
Encours financier des opérations de crédit-bail	15,7	17,3	15,9	-8,1%
Autres créances	22,3	17,6	19,0	8,0%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 675,3	1 630,1	1 442,7	-11,5%

Source : COBAC

II.18. LES ACTIVITES DE MICROFINANCE A FIN SEPTEMBRE 2020

A fin septembre 2020, l'évolution de l'activité a été caractérisée par une croissance des ressources et des emplois. Toutefois, en dehors de la configuration du secteur, l'analyse de l'activité de la microfinance porte essentiellement sur onze (11) établissements dont huit (8) sociétés anonymes.

Evolution des ressources et des emplois en milliards de FCFA

En milliards de FCFA	Septembre 2018	Septembre 2019	Septembre 2020	Var20/19
Fonds propres	4,2	4,5	10,5	133,3%
Encours de dépôts	34,6	60,5	62,4	3,1%
Encours de crédits	29,20	54,3	54,2	-0,2%

II.18.1 La configuration du secteur

En septembre 2020, l'offre de services financiers de proximité est assurée par 19 EMF (contre 18 en juin 2019), dont six (6) coopératives d'épargne et de crédit et treize (13) sociétés anonymes. Cette répartition consacre toujours le contrôle du secteur par les sociétés anonymes, qui collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.

Il est dénombré sept (7) agences supplémentaires, suite à l'élargissement des activités d'un opérateur à Owendo et Oyem. Ce qui porte leur nombre à 88 agences. Toutefois, les activités sont majoritairement concentrées à Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem.

Dénombrement des EMF à l'échelle nationale

	Septembre 2018	Septembre 2019	Septembre 2020	Var20/19
Nombre d'EMF	14	18	19	35,71
Nombre d'agences	68	81	88	7,4

Sources : EMF/Cellule Microfinance

II.18.2. La clientèle des EMF

L'ouverture des deux nouvelles agences s'est traduite par l'augmentation de la clientèle. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 7,9% de sa clientèle qui passe de 216 357 à 233430 usagers. La cible des EMF est composée de particuliers salariés ou justifiant d'un revenu permanent régulier notamment, les PME/PMI, les commerçants et artisans, les retraités et les étudiants boursiers. Cependant, quatre principaux établissements (FINAM, Express-Union EDG, LOXIA et COFINA) regroupent à eux seuls 95% des parts de marché.

Evolution de la clientèle et des effectifs (par unité de personnes)

	Septembre 2018	Septembre 2019	Septembre 2020	Var20/19
Usagers (par unité)	186608	216357	233430	7,9%
Effectifs (par unité)	606	571	674	18,03%

Sources : EMF/Cellule Microfinance

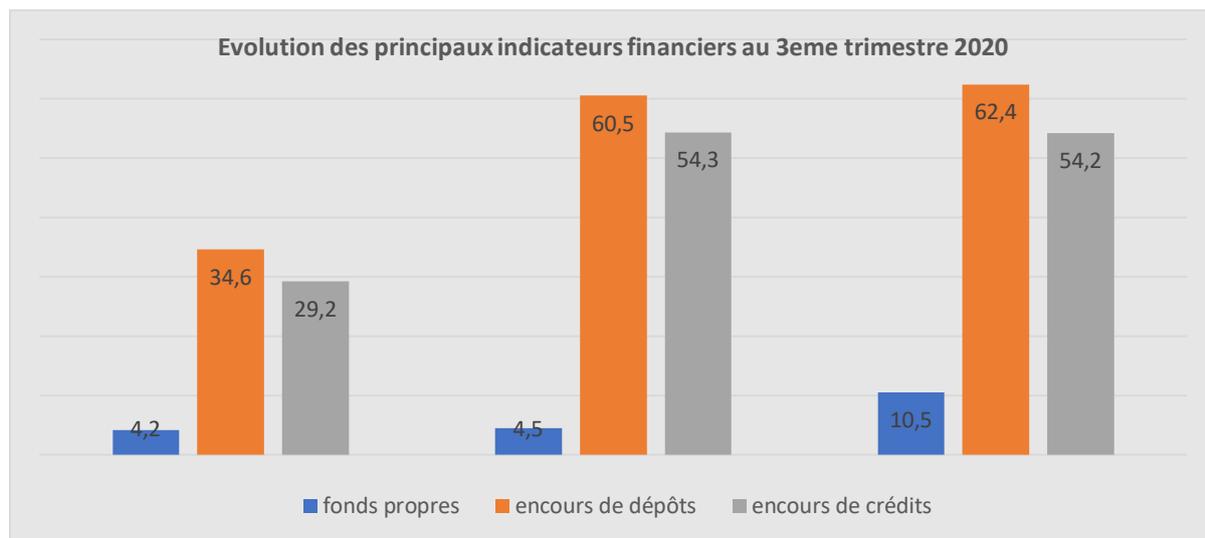
De 571 agents en 2019 l'effectif du secteur a augmenté de 18% pour atteindre 674 salariés en septembre 2020, à la suite de nouveaux recrutements liés à l'ouverture de nouvelles agences.

II.18.3. Capitaux propres et intermédiation financière

Au troisième trimestre 2020, les fonds propres des EMF établis à 10,5 milliards de francs CFA ont plus que doublé, suite au dépassement par plusieurs EMF, de la limite du capital social exigé par la réglementation fixée à 300 millions de francs CFA.

L'analyse des indicateurs d'intermédiation fait apparaître des résultats mitigés traduisant un ralentissement de l'inclusion financière. En effet, les dépôts de la clientèle se sont consolidés de 3,1% à 62,4 milliards de francs CFA, grâce aux performances commerciales des leaders du secteur.

En revanche, les crédits bruts ont légèrement reculé de 0,2% par rapport à leur niveau de 2019, à la même période. Les EMF font preuve d'un certain attentisme face aux besoins d'exploitation des petites et moyennes entreprises durement secouées par la crise sanitaire.



II.18.4. La structure des taux

La structure des taux d'intérêts est restée identique par rapport à ce qu'elle était en septembre 2019, malgré une forte concurrence entre les établissements. Les taux créditeurs varient de 4,5% à 5% et débiteurs de 14 à 24% par an, soit un taux débiteur moyen de l'ordre de 16% et 33%.

II.19. LE SECTEUR ASSURANCE

Le marché de l'assurance affiche à fin septembre 2020 des résultats positifs soutenus par l'activité de la branche Non Vie. Avec un chiffre d'affaires de 81,5 milliards de F CFA, le marché bénéficie d'une embellie de l'ordre de 0,6% par rapport à fin septembre 2019.

A moyen terme, la poursuite de la reprise du marché dépendra en grande partie de la stabilité dans les segments «Automobile, Incendie, Maladie -Assistance et Responsabilité Civile Générale».

Evolution du chiffre d'affaires par branche aux 3^{eme} Trimestre 2018, 2019 et 2020

(En milliards de FCFA)	Troisième trimestres				Répartition du C.A par branche en 2020
	2018	2019	2020	2020/2019	
Non Vie	34,9	66,7	66,9	0,3%	82 %
Vie	13,5	14,4	14,6	1,8%	18 %
Total	48,4	81,1	81,5	0,6%	100 %

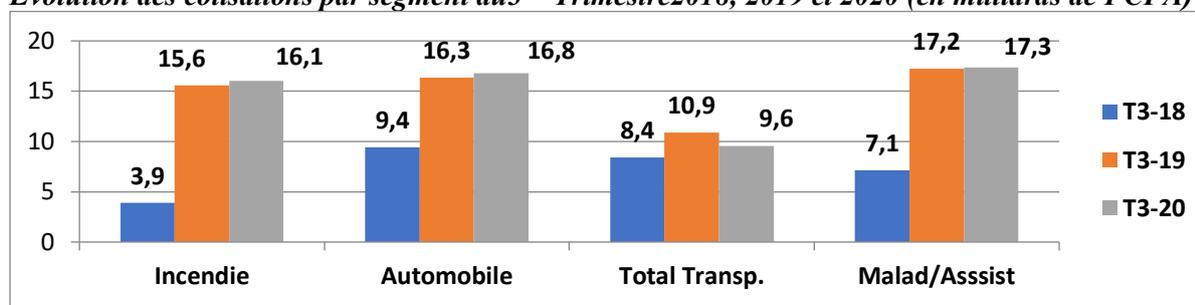
Sources : compagnies d'assurances

II.19.1. La Branche Non Vie

Le chiffre d'affaires de la branche Non Vie (ou assurance dommages) s'est apprécié de 0,3% pour se situer à 66,9 milliards de FCFA au troisième trimestre 2020 contre 66,7 milliards au troisième trimestre 2019. Cette légère hausse est liée aux volumes des primes sur les segments Incendie et Responsabilité Civile Générale, respectivement ;(+2,8% en hausse pour les incendies, soit 16,05 milliards de FCFA) et (+ 5% en hausse pour la RCG, soit 5,79 milliards de FCFA). La branche Non Vie génère 82% de l'encours des primes du secteur.

En termes de parts de marché, les groupes OGAR, SAHAM et la société ASSINCO se répartissent 63% du chiffre d'affaires du secteur sur la période sous revue.

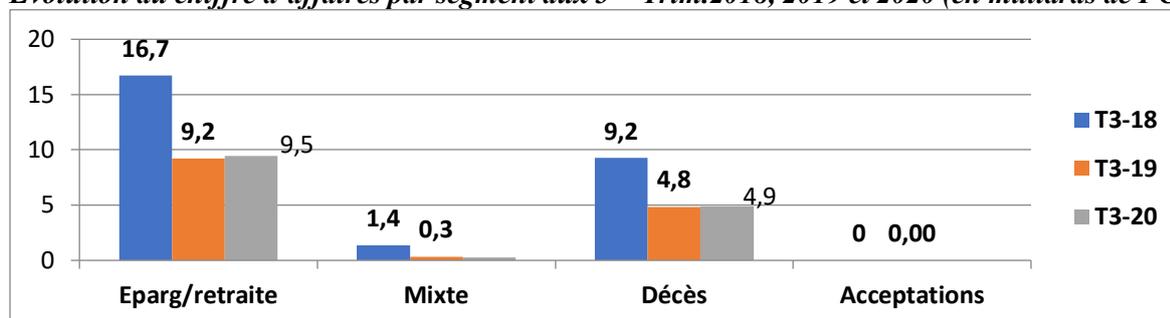
Evolution des cotisations par segment au 3^{eme} Trimestre 2018, 2019 et 2020 (en milliards de FCFA)



II.19.2. La Branche Vie et capitalisation

L'activité Vie a enregistré, une hausse de 1,8% comparativement à fin septembre 2019, soit 14,6 milliards de FCFA, en lien avec l'augmentation du niveau des avances et rachats sur les contrats d'Epargne. Le produit Epargne /Capitalisation qui représente 65% de part de la branche a lui aussi accru, passant ainsi de 9,2 milliards de FCFA en fin septembre 2019, à 9,5 milliards de FCFA en fin septembre 2020, soit une appréciation de 2,9%.

Evolution du chiffre d'affaires par segment aux 3^{eme} Trim. 2018, 2019 et 2020 (en milliards de FCFA)



II.19.3 Les commissions versées aux courtiers

Le total des commissions versées aux intermédiaires à fin septembre 2020 a enregistré un resserrement de 35,3%, soit 8,5 milliards de FCFA contre 13,12 milliards de FCFA au troisième trimestre 2019, dû à la baisse du niveau d'affaires apportées dans la branche Vie.

Les commissions versées pour le compte des activités Non Vie ont augmenté de 23,3% soit 8,2 milliards de FCFA comparativement à la même période en 2019. Parallèlement, celles de la

branche Vie se sont littéralement effondrées (-96,2%) se situant ainsi à 25 millions de FCFA à fin septembre 2020, contre 6,44 milliards de FCFA à fin septembre 2019.

II.19.4. Les Sinistres réglés

En termes de sinistralité, la cadence de règlement s'est détériorée de 2,6% pour un volume global de 29,23 milliards de FCFA au troisième trimestre 2020 contre 29,23 milliards de FCFA à la même période en 2019.

La branche Non Vie représente près de 82% de charge des sinistres du secteur. Le montant des sinistres réglés pour le compte Non Vie a augmenté de 18% soit 24,18 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre 20,42 milliards de FCFA en 2019. Par contre, en Vie, la charge des sinistres payée a diminuée de 48,8% pour la même période comparative soit 5 milliards de FCFA à fin septembre 2020 contre 9,9 milliards de FCFA en septembre 2019.

II.20 LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

A fin septembre 2020, deux établissements financiers ont été recensés (Alios Finance Gabon et Finatra). Ces deux établissements ont pour principales activités le crédit automobile, le crédit-bail et le crédit d'équipement.

II.20.1. Les ressources

Au troisième trimestre 2020, les ressources des établissements financiers se sont établies à 25,6 milliards de FCFA contre 36,6 milliards de FCFA un an plutôt, soit une baisse de 30,2%. Cette situation résulte essentiellement de la baisse continue des dettes bancaires de 33,4% à 16,6 milliards de FCFA, conjuguée à celle des capitaux propres (-23,4% à 8,9 milliards de FCFA) relative au ralentissement global de l'activité due à la COVID-19 et en particulier à l'arrêt de production d'Alios.

Evolution des ressources au deuxième trimestre 2020 (en milliards de FCFA)

	3 ^e trimestre 2019	3 ^e trimestre 2020	Var 2020/2019
Capitaux propres	11,7	8,9	-23,%
Dettes bancaires	25,0	16,6	-33,4%
Ressources	36,6	25,6	-30,2%

Source : établissements financiers

II.20.2. Les emplois

Au 30 septembre 2020, les emplois ont progressé de 11,4% à 24,6 milliards de FCFA, suite à la hausse simultanée des crédits à termes et du crédit-bail, respectivement de 8,2% à 2,8 milliards de FCFA (court terme) ; 86,6% à 4 milliards de FCFA (moyen terme) et 2,4% à 17,8milliards de FCFA. Cette embellie résulte essentiellement du plan de relance de Finatra à travers une hausse de sa production, malgré la COVID-19.

Evolution des emplois au deuxième trimestre 2020 (en milliards de FCFA)

	3 ^e trimestre 2019	3 ^e trimestre 2020	Var 2020/2019
Crédits à court terme	2,6	2,8	8,2%
Crédits à moyen terme	2,2	4	86,6%
Crédits à long terme	0,0	0,0	-
Crédits-bails	17,3	17,8	2,4%
Total	22,1	24,6	11,4%

Source : établissements financiers

Les investissements et créances impayées

Au cours de la période sous revue, les établissements financiers n'ont réalisé aucun investissement.

Par ailleurs, on note une hausse des créances impayées de (+5,9%) à 4,1 milliards de FCFA en septembre 2020, consécutivement à l'effet de la pandémie du COVID-19.

Evolution des emplois au deuxième trimestre 2020 (en milliards de FCFA)

Indicateurs	3 ^e trimestre 2019	3 ^e trimestre 2020	Var 2020/2019
Investissements	0,0	0,0	-
Titre de participation	0,3	0,3	-
Créances impayées	4,1	4,3	+5,9%

Source : établissements financiers

III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION

Durant les neuf (9) premiers mois de l'année 2020, l'évolution des prix à la consommation reste globalement maîtrisée mais en légère accélération au troisième trimestre comparativement au premier et second trimestre 2020. En effet, le taux d'inflation moyen sur cette période s'est établi à 1,2% contre 2,5% en 2019 sur la même période. En glissement annuel les prix ont progressé de 2,0% contre 0,9% en septembre 2019.

Cette hausse des prix à la consommation est consécutive au maintien de certaines mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la riposte contre la pandémie du Covid-19, engendrant ainsi un dysfonctionnement dans les chaînes d'approvisionnement des marchés. Par ailleurs, le relèvement des prix des produits importés en lien avec la progression de 5% de l'indice FAO a également favorisé les tensions inflationnistes. L'accroissement des prix a été particulièrement observé dans les postes : « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,8%), « Transports » (+6,4%), « Enseignement » (+2,6%), « Communications » (+1,9%) et « Loisirs et cultures » (+0,3%).

Cependant, la mesure de prise en charge du ticket modérateur des Gabonais économiquement faibles a permis d'atténuer la progression des prix à la consommation dans les postes suivants : « Santé » (-0,4%) et « Logement, eau, gaz et électricité et autres combustibles » (-1,3%).

Evolution des Prix à la Consommation

Regroupements	Pond	Taux d'inflation trimestriel (en %)				Janvier-septembre				Glissement mensuel (en %)
		2019	2020			Indice moyen		Variation (%)		
			T4	T1	T2	T3	2019	2020	2019	
INDICE NATIONAL (base 100 = 2018)	10000	0,6	0,9	1,0	1,7	100,7	101,9	2,5	1,2	2,0
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4029	0,3	1,6	1,2	2,5	100,9	102,7	2,4	1,8	2,6
Céréales non transformées	484		-1,1	0,4	2,0	101,1	101,6		0,4	1,7
Pains	144		9,6	9,9	6,0	96,7	104,9		8,5	5,7
Bœufs	129		2,2	3,1	1,4	97,1	99,2		2,2	1,7
Volaille	326		4,7	1,7	3,0	102	105,2		3,1	2,1
Poissons frais	254		-4,6	-0,8	-1,4	102	99,7		-2,3	-1,8
Poissons et autres produits séchés ou fumés	106		4,7	6,1	15,5	99,4	108,1		8,8	19
Huiles raffinées	420		0,0	-1,2	-2,1	99,2	98,1		-1,1	-2,4
Légumes frais en fruit ou racine	195		6,6	5,9	2,0	104,4	109,5		4,8	1,9
Légumes frais en feuilles	96		4,9	9,0	8,9	97	104,4		7,6	11,2
Tubercules. plantain	205		8,0	6,5	9,7	103,8	112,2		8,1	8,5
Boissons alcoolisées et tabac	170	1,8	-0,3	-1,1	0,3	101,2	100,8	1,3	-0,4	-0,1
Articles d'habillement et chaussures	525	3,2	0,2	-1,2	-4,1	101,7	99,9	2,6	-1,8	-3,9
Logement. eau. gaz. électricité et autres combustibles	1543	1,1	-0,9	-2,3	-0,6	101,6	100,3	3,1	-1,3	0
Alimentation en eau	88		-7,9	-2,8	0,0	103,6	99,9		-3,6	0
Electricité	308		-4,2	-1,3	0,0	101,7	99,8		-1,8	0
Gaz	67		-0,9	-3,7	-3,7	100,3	97,5		-2,8	-3,6
Meubles. articles de ménage et entretien courant de la maison	380	-0,8	0,7	-0,7	-0,3	100	99,9	0,1	-0,1	0,8
Santé	231	-3,4	0,0	-0,3	-0,8	100,1	99,7	0,1	-0,4	-1,2
Transports	813	0,4	2,2	7,1	9,8	99,6	106	2,4	6,4	9,9
Carburants et lubrifiants	248		7,5	-4,5	-3,7	98,7	98,3		-0,3	-2,5
Communications	555	0,1	2,3	1,2	2,3	100	102	5,2	1,9	2,4
Loisirs et culture	459	0,8	0,1	0,2	0,5	99,8	100,1	0,6	0,3	0,6
Enseignement	324	25,1	2,9	3,0	1,9	100,3	102,9	24,8	2,6	0
Restaurants et hôtels	588	-4,0	0,7	0,2	0,1	99,9	100,2	-1,8	0,3	0,4
Biens et services divers	383	0,3	-0,2	-0,7	0,3	99,8	99,7	0,3	-0,2	0,2

Sources : DGS/DGEPF

III.2 L'EMPLOI

A fin septembre 2020, les effectifs du secteur public se situent à 101 255 agents contre 103 703 à la même période en 2019. Cette diminution résulte de la baisse conjointe des effectifs de la Fonction Publique (-1,8%) et de la main d'œuvre non permanente (-5,9%).

La baisse des effectifs de la fonction publique et de la main d'œuvre non permanente est liée au maintien des mesures gouvernementales relatives au gel des recrutements dans l'administration publique et la mise à la retraite systématique des agents atteints par la limite

d'âge. Cette évolution concerne la quasi-totalité des administrations, nonobstant les administrations exceptées par la mesure (Education, Santé et Sécurité).

Evolution de l'Emploi Public

	Evolution trimestrielle				Janvier - Septembre		
	2019	2020			2019	2020	Var 20/19
	T4	T1	T2	T3			
Fonction publique	89 397	88 934	88 868	87 611	89 209	87 611	-1,8%
MONP	14 622	13 589	13 979	13 644	14 494	13 644	-5,9%
Total*	104 019	102 523	102 847	101 255	103 703	101 255	-2,4%

Sources : DGBFIP, DGEPP, *Sans collectivités locales

III.3 LES SALAIRES

La masse salariale du secteur public à fin septembre 2020 s'est inscrite en baisse (-1,4%) pour se situer à 487,1 milliards de FCFA. Le repli de la dépense de personnel est lié à la baisse conjointe de la solde permanente de (-1,3 %) et de la MONP (- 4,7%). La tendance sur les neuf premiers mois est conforme aux objectifs du gouvernement qui cherche à maîtriser la masse salariale.

La masse salariale des agents de la Main d'Œuvre Non Permanente (MONP) s'est contractée de 4,7% pour se situer à 23,0 milliards de FCFA en 2020. Cette baisse résulte d'une part, de la réduction des effectifs et d'autre part, des effets de la gestion centralisée des fichiers des agents de cette catégorie.

Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier - Septembre		
	2 019	2020			2019	2020	Variation
	T4	T1	T2	T3			
Solde Permanente	156,2	156,1	155,4	152,6	470,1	464,1	-1,3%
MONP	8,4	7,6	7,8	7,6	24,1	23,0	-4,7%
Total	164,6	163,7	163,2	160,2	494,2	487,1	-1,4%

Source : DGBFIP

III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

Les neuf premiers mois de l'année 2020 ont été marqués par une baisse progressive des échanges avec le reste du monde. Ainsi, les échanges commerciaux du Gabon avec le reste du monde ont fléchi de 10,4% par rapport à 2019. Cette situation est liée au ralentissement du commerce mondial provoqué par la crise sanitaire et à ses effets sur les entreprises. A cet effet, les exportations et les importations sont en recul de 11,7% et 7,5% respectivement. Malgré ces évolutions, le solde commercial demeure excédentaire mais en régression de 14,8% à 1 209, 1 milliards de FCFA.

Sur la période de référence, la structure des échanges n'a pas varié par rapport à 2019 : les exportations restent dominées par les matières premières (pétrole, minerais de manganèse), tandis que les importations sont essentiellement constituées de biens de consommation finale et des biens d'équipements.

Evolution de la balance commerciale des biens

En milliards FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Septembre		
	2019	2020			2019	2020	Variation
	T4	T1	T2	T3			
Exportations (1)	665,1	1044,3	618,6	516,5	2467,9	2 179,4	-11,7%
Importation (2)	385,5	320	340,2	310	1049,2	970,2	-7,5%
Solde commercial [(1)-(2)]	279,6	724,2	278,4	206,5	1418,7	1 209,1	-14,8%
Echanges [(1)+(2)]	1050,6	1364,3	958,9	826,4	3517,1	3 149,6	-10,4%
Taux de couverture [(1)/(2)]	173%	326%	182%	167%	235%	225%	

Sources : DGEPE/DGDDI

III.4.1- Evolution des exportations en valeur

L'environnement économique et sanitaire défavorable a eu pour conséquence une baisse des exportations totales de 11,7% à 2 179,4 milliards de FCFA au bout des neuf premiers mois de l'année 2020. Cette évolution s'explique par la baisse des ventes de pétrole brut (-16,2%), tandis que les exportations du secteur hors pétrole ont fait preuve de résilience (+3,5%).

Evolution des exportations des biens en valeurs

En milliards de FCFA	Janvier-Septembre				
	2019	2020	Variation	Poids en 2019	Poids en 2020
Exportations de pétrole brut	1 906,3	1 597,9	-16,2%	77,2%	73,3%
Exportations hors pétrole dont:	561,6	581,4	3,5%	22,8%	26,7%
Bois sciés et ouvrages	266,4	279,6	5,0%	10,8%	12,8%
Minerais de manganèse	133,9	179,9	34,4%	5,4%	8,3%
Produits dérivés du pétrole	74,6	60	-19,6%	3,0%	2,8%
Huile de palme	7,7	8,7	13,6%	0,3%	0,4%
Ferro-silico-manganèse	17,1	14,7	-14,0%	0,7%	0,7%
Caoutchoucs naturels	5,8	5,1	-11,7%	0,2%	0,2%
Poissons et produits de la pêche	0,7	1,1	58,0%	0,0%	0,1%
Or sous forme brute	2,2	1,6	-28,4%	0,1%	0,1%
Autres	53,3	30,7	-42,3%	2,2%	1,4%
Exportations totales	2 467,9	2 179,4	-11,7%	100,0%	100,0%

Sources : DGEPE/DGDDI

- **Les exportations de pétrole**

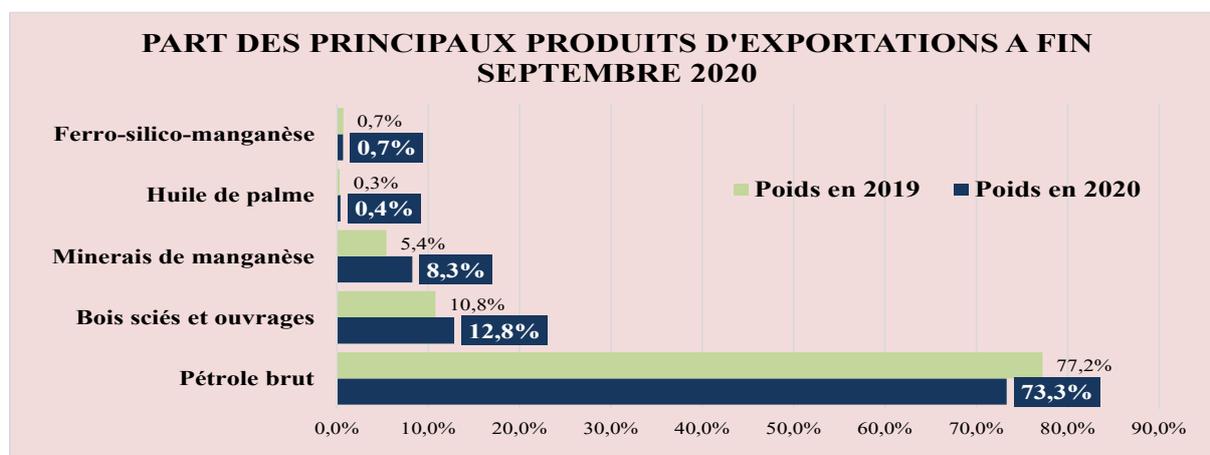
A fin septembre 2020, les expéditions de pétrole brut sont en baisse de 16,2% à 1 597,9 milliards de FCFA en lien avec l'atonie de la demande de pétrole qui s'est traduite par une baisse des prix moyens. En effet, sur les neuf premiers mois de l'année, le prix moyen de brut gabonais s'est établi à 39,2 dollars, soit une baisse de 38,7% par rapport à la même période en 2019. Le poids du secteur pétrolier demeure important représentant 73,3% des exportations totales sur les neuf premiers mois de 2020 (77,2% en 2019).

- **Les exportations hors pétrole**

Malgré le contexte international défavorable, la hausse des ventes du secteur hors pétrole est essentiellement liée aux bonnes performances des secteurs minier et agricole (huile de palme).

Avec 8,3% des parts dans les exportations totales du Gabon, les ventes des minerais de manganèse ont augmenté de 34,4% pour se situer à 179,9 milliards de FCFA suite à la hausse de la demande extérieure favorisée par la fiabilisation des équipements de transport.

Pour ce qui concerne les exportations d'huile de palme, le Gabon a encore confirmé son statut de pays fournisseur au regard de l'augmentation des ventes de 13,6% à 8,7 milliards de FCFA suite à la hausse de la demande extérieure.



III.4.2 Evolution des importations en valeur

Les importations des biens ont baissé de 7,5% sur les neufs (9) premiers mois de 2020 comparativement à la même période l'année précédente, poursuivant ainsi la tendance observée au premier semestre. Ce repli s'explique par la baisse de la totalité des commandes excepté des biens de consommation finale.

La structure des importations du Gabon au troisième trimestre 2020 est dominée par les produits de consommation finale (+35,5%) et des biens d'équipement (+35,1%).

En effet, les biens de consommation finale ont été évalués à 344,2 milliards de FCFA à fin septembre 2020, soit une hausse de 3,5% par rapport à la même période en 2019. L'augmentation de cette facture s'explique notamment par l'accroissement des achats des produits alimentaires (+4,7%).

S'agissant des achats des biens d'équipements, les commandes ont diminué de 13,4% pour se situer à 970,5 milliards de FCFA en lien avec la contraction des investissements privés dans un contexte de baisse de l'activité économique. En outre, les importations d'énergie ont baissé de 35,3% à 64,4 milliards de FCFA suite au repli des cours de pétrole sur le marché international.

Evolution des importations des biens en valeur

En milliards de FCFA	Janvier-Septembre				
	2019	2020	Variation	Poids en 2019	Poids en 2020
Biens de consommation finale dont :	332,7	344,2	3,50%	31,70%	35,50%
<i>Produits alimentaires</i>	232,8	243,9	4,70%	70,00%	70,90%
Biens d'équipements	393	340,5	-13,40%	37,50%	35,10%
Biens intermédiaires	223,9	221,1	-1,30%	21,30%	23,20%
Energie	99,6	64,4	-35,30%	9,50%	5,70%
Importations totales	1049,2	970,2	-7,50%	100,00%	100,00%

Sources : DGEPP/DGDDI

III.5 LA DETTE PUBLIQUE

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2020, l'exécution de la dette publique indique une hausse substantielle et conjointe des règlements, tirages et encours par rapport à la même période en 2019.

III.5.1. Le règlement de la dette

A fin septembre 2020, le règlement de la dette s'est situé à 991,8 milliards de FCFA. Il est en hausse de 77,7% par rapport à la même période en 2019. Ces efforts de paiement ont été particulièrement observés sur la dette extérieure (714,1 milliards de FCFA) qui représente 72,0% des règlements de la période.

Les règlements de 714,1 milliards de FCFA de la dette extérieure, en hausse de 107,6% par rapport à 2019, ont été essentiellement effectués sur les marchés financiers internationaux. Ils intègrent, le paiement d'arriérés à hauteur de 45,4 milliards de FCFA, dont 34,3 milliards de FCFA auprès des multilatéraux, 5,9 milliards de F.CFA auprès des bilatéraux et 5,2 milliards de FCFA auprès des commerciaux.

Le paiement de la dette intérieure à fin septembre s'est élevé à 277,7 milliards de FCFA, soit une augmentation de plus 29,7% par rapport à la même période en 2019. Il tient compte d'un paiement d'arriérés à hauteur de 39,7 milliards de FCFA au profit des postes moratoires (38,7 milliards de FCFA) et divers intérieur (1 milliard de FCFA).

Cette évolution est consécutive à la hausse du règlement au marché financier régional et moratoire (respectivement 44,9% et 115,7%).

Evolution du règlement de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Septembre			
	2019	2020			2019	2020	Poids	Variation
	T4	T1	T2	T3				
Dette extérieure	92,8	570,1	64,92	79,13	344,0	714,1	72,0%	107,6%
Multilatérale	29,6	35,2	10,0	16,7	112,2	62,0	6,2%	-44,8%
Bilatérale	1,0	21,1	9,0	22,8	53,5	52,9	5,3%	-1,2%
Commerciale	20,3	23,9	17,9	21,3	136,2	63,1	6,4%	-53,7%
Marché financier Internat.	41,9	490,0	28,0	18,3	42,1	536,2	54,1%	1173,6%
Dette intérieure	75,3	77,9	119,4	80,4	214,2	277,7	28,0%	29,7%
Bancaire	8,8	20,2	42,2	29,0	95,1	91,4	9,2%	-3,9%
Moratoires	20,0	15,0	5,7	22,4	20,0	43,1	4,3%	115,7%
Divers	5,0	0	2,5		2,0	2,5	0,0	25,0%
Marché financier Rég.	41,5	42,7	68,9	29,0	97,1	140,7	14,2%	44,9%
Total	168,1	648,0	184,3	159,6	558,2	991,8	100,0%	77,7%

Source : Direction Générale de la Dette

III.5.2. L'évolution des tirages sur financement

De janvier à septembre 2020, l'Etat gabonais a bénéficié des décaissements sur emprunts extérieurs et intérieurs. Le montant total des décaissements s'est établi à 1 120,5 milliards de FCFA. Ce montant est en hausse de plus de 100% par rapport au niveau atteint à la même période une année plus tôt.

Cette augmentation résulte des tirages sur financements extérieurs auprès des marchés financiers internationaux, des bailleurs de fonds multilatéraux et des bilatéraux soit respectivement 53,1%, 24,3% et 2,2% de l'enveloppe globale.

Les tirages auprès des bailleurs de fonds extérieurs ont représenté 80,1% de l'enveloppe globale. Ils proviennent principalement du marché financier international, FMI, BAD, AFD et autres bailleurs. Les financements intérieurs ont représenté 19,9% des tirages à fin septembre 2020.

Evolution des tirages sur financement

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Septembre			
	2019	2020			2019	2020	Poids	Variation
	T4	T1	T2	T3				
Dette extérieure	135,4	597,4	93,9	206,2	264,5	897,4	80,1%	239,3%
Multilatérale	36,8	0,2	88,4	184,0	235,4	272,7	24,3%	15,8%
Bilatérale	94,6	2,0	5,5	16,8	29,1	24,3	2,2%	-16,5%
Commerciale	4,0	-	0,0	5,3	-	33,7	-	-
Marché financier Inter.	-	595,2	0,0	-	-	595,2	53,1%	-
Dette intérieure	58,7	55,3	104,1	63,7	23,5	223,1	19,9%	849,3%
Marché financier Rég.	58,7	55,3	104,1	63,7	64,6	223,1	19,9%	245,3%
Total	194,1	652,7	198,0	269,8	288,0	1120,5	100,0%	289,1%

Source : DGD

III.5.3. Le stock de la dette

Au terme des neuf premiers mois de l'année, l'encours de la dette a connu une hausse de 14,2% pour se situer à 5 835,1 milliards de FCFA à fin septembre 2020. Cette hausse du stock de la dette publique s'explique par l'augmentation conjointe du stock de la dette intérieure (+30,2%) et extérieure (+ 8,8%), liée à l'accroissement de l'encours de la dette multilatérale (+18,8%), bilatérale (+5,1%) et marché financier international (+4,8%.

La hausse de la dette intérieure provient de l'augmentation de la quasi-totalité des composantes notamment le marché financier régional (+73,1%), le moratoire (+21,8%) et bancaire (+10,8%).

Ainsi, à fin septembre 2020, la structure du portefeuille de la dette publique est composée de 71,0% de la dette extérieure et de 29,0% de la dette intérieure contre 74,5% de la dette extérieure et 25,5% de la dette intérieure à la même période en 2019.

Evolution du stock de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Septembre			
	2019	2020			2019	2020	Poids	Variation
	T4	T1	T2	T3				
Dette extérieure	3875,6	4031,6	4040,2	4142,1	3 807,1	4142,1	71,0%	8,8%
Multilatérale	1399,9	1405	1468,4	1645,8	1 384,6	1645,8	28,2%	18,8%
Bilatérale	872,5	868,5	857,7	858,5	816,9	858,5	14,7%	5,1%
Commerciale	324,81	307,7	288,4	273,6	304,8	273,6	4,7%	-10,2%
Marché financier Internat.	1278,4	1450,4	1425,7	1364,3	1 300,8	1364,3	23,4%	4,8%
Dette intérieure	1470,94	1575,4	1660,4	1693,0	1 300,2	1693,0	29,0%	30,2%
Bancaire	686,04	788	802,4	784,6	707,9	784,6	13,4%	10,8%
Moratoires	232,8	220,9	248,6	256,4	210,6	256,4	4,4%	21,8%
Divers					5,0		0,0%	
Marché financier Régional	552,1	566,5	609,5	652,0	376,7	652,0	11,2%	73,1%
Total	5346,5	5607,0	5700,7	5835,1	5 107,3	5835,1	100,0%	14,2%

Source : DGD

III.6 LE BUDGET

Afin septembre 2020, les soldes budgétaires se sont détériorés, suite à une baisse significative des recettes budgétaires, conjuguée avec une hausse des dépenses publiques.

III.6.1 Le solde budgétaire

De janvier à septembre 2020, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent du solde primaire et des déficits des soldes base ordonnancements et base caisse par rapport à la même période en 2019.

L'excédent primaire a toutefois baissé de 92,0 % à 24,7 milliards de FCFA. Cette diminution est la résultante du recul des recettes budgétaires (-19,3%) malgré la quasi-stabilité des dépenses primaires.

Le solde base ordonnancements, incluant la charge de la dette publique, a enregistré un déficit de 178,2 milliards de FCFA après l'excédent de 162,4 milliards réalisé en 2019. Cette situation est tributaire de la diminution des recettes budgétaires et de l'accroissement des dépenses budgétaires (+4,3 %).

Par ailleurs, le solde *base caisse* s'est dégradé pour enregistrer un déficit de 129,2 milliards de FCFA après avoir atteint un excédent de 108,7 milliards de FCFA de janvier à septembre 2019. Dans le même temps, on observe une accumulation des arriérés.

Evolution des soldes budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Septembre		
	2019	2020			2019	2020	20/19
	T4	T1	T2	T3			
Recettes pétrolières	213,8	126,4	145,3	129,9	533,5	401,7	-24,7%
Recettes hors pétrole*	344,6	287,3	323,5	176,0	938,8	786,8	-16,2%
Recettes totales	558,4	413,6	468,8	306,0	1 472,3	1 188,4	-19,3%
Dépenses de fonctionnement	281,3	266,7	305,1	289,2	814,0	861,0	5,8%
Dépenses d'investissement	117,1	11,7	45,7	89,9	164,2	147,3	-10,3%
Autres dépenses	107,7	44,6	55,9	54,8	185,8	155,4	-16,4%
Dépenses primaires	506,0	323,1	406,8	433,8	1 164,0	1 163,7	0,0%
Intérêts sur la dette	79,1	74,2	74,6	54,2	145,8	203,0	39,2%
Dépenses totales	585,1	397,2	481,4	488,1	1 309,8	1 366,6	4,3%
Solde primaire	52,3	90,6	62,0	-127,9	308,2	24,7	-92,0%
Solde base ordonnancements	-26,8	16,4	-12,5	-182,1	162,4	-178,2	-209,7%
Variations des arriérés	30,9	3,5	-13,8	59,3	-53,7	49,0	-191,3%
Solde base caisse	4,1	19,9	-26,3	-122,8	108,7	-129,2	-218,8%

*Y compris recettes comptes spéciaux et dons

Source : DGCPT

III.6.2 L'exécution des recettes

Au terme des neuf premiers mois de l'année, 1 188,4 milliards de FCFA ont été collectés, soit une exécution de 79,5 % par rapport aux prévisions de la LFR 2020. A fin septembre 2020, les recettes de l'Etat sont en baisse de 19,3 % comparativement aux neuf premiers mois de l'année 2019, imputable au repli conjoint des recettes pétrolières (-24,7%) et non pétrolières (-16,2%).

III.6.2.1- Les recettes pétrolières

Sur une prévision de 463,5 milliards de FCFA de la loi de finances rectificative 2020, le taux de mobilisation des recettes pétrolières s'est établi à 86,7 % à fin septembre 2020. Comparativement aux neuf premiers mois de l'année précédente, les recettes pétrolières ont baissé de 24,7 % à 401,7 milliards de FCFA du fait notamment de la diminution des cours du baril de pétrole et du repli de la production pétrolière.

Par type d'impôts, et par rapport à la loi de finances rectificative, l'exécution des recettes pétrolières a été de 97,1 % pour la redevance minière proportionnelle, de 85,4 % pour les autres recettes, de 83,6 % pour les impôts sur les sociétés, et de 20,5 % pour les transferts SOGARA.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Septembre		
	2019	2020			2019	2020	20/19
	T4	T1	T2	T3			
Impôts sur les sociétés	24,0	33,3	81,6	44,0	98,9	158,9	60,7%
Redevance Minière Proportionnelle	83,1	67,8	26,7	47,5	230,1	142,1	-38,2%
Autres	75,5	22,8	37,0	38,4	142,4	98,2	-31,0%
Transferts SOGARA	31,2	2,5	-	-	62,1	2,5	-96,0%
Total des recettes pétrolières	213,8	126,4	145,3	129,9	533,5	401,7	-24,7%

Source : DGCPT

III.6.2.2- Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1 032,3 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2020, les recettes hors pétrole se sont établies à 786,8 milliards de FCFA au terme des neuf premiers mois de l'année, soit un taux d'exécution de 76,2%.

Par rapport à l'objectif annuel et par catégorie, les taux de réalisation des recettes hors pétrole à fin septembre 2020 ont été les suivants :

- les autres recettes (93,4 %) ;
- les droits de douane (88,0 %) ;
- les impôts directs (61,6 % ; dont 74,7 % pour l'impôt sur les personnes physiques et 54,0 % pour l'impôt sur les sociétés) ;
- les taxes sur biens et services (45,7 %).

La baisse des recettes hors pétrole (-16,2 %) résulte des contreperformances des impôts sur les sociétés et sur les personnes physiques (-27,5 %), des taxes sur les biens et services (-22,2 %) et des autres recettes (-29,9 %), en lien avec la contraction de l'activité économique. Toutefois, les recettes relatives aux droits de douanes et comptes spéciaux (y compris dons) ont progressé respectivement de 4,4 % et 14,1 % profitant des effets positifs des réformes engagées au sein de l'administration douanière.

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Septembre		
	2019	2020			2019	2020	20/19
	T4	T1	T2	T3			
Droits de douanes	63,8	69,1	90,8	71,7	221,8	231,6	4,4%
Taxes sur les biens et services	60,9	32,9	58,5	6,3	125,6	97,8	-22,2%
<i>dont TVA</i>	<i>45,6</i>	<i>14,1</i>	<i>44,3</i>	<i>- 15,1</i>	<i>86,6</i>	<i>43,3</i>	<i>-50,0%</i>
Impôts directs	101,6	105,1	88,4	31,1	309,9	224,6	-27,5%
Autres recettes	99,6	56,6	39,2	45,1	201,0	140,9	-29,9%
Total hors comptes spéciaux	325,9	263,8	276,9	154,2	858,2	694,8	-19,0%
Recettes comptes spéciaux**	18,7	23,5	46,6	21,9	80,6	91,9	14,1%
Total de recettes hors pétrole	344,6	287,3	323,5	176,0	938,8	786,8	-16,2%

**Y compris les dons

Source : DGCPT

III.6.3 Les dépenses budgétaire

A fin septembre 2020, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré un accroissement de 4,3 % pour s'établir à 1 366,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 72,5 % des prévisions de la LFR 2020. Hors paiement des intérêts de la dette publique, les dépenses primaires ont été quasi-stables. Les dépenses primaires sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses.

III.6.3.1- Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 109,6 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2020, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 861,0 milliards de FCFA de janvier à septembre 2020, soit un taux de réalisation de 77,6 %. En comparaison aux neuf premiers mois de l'année précédente, elles ont augmenté de 5,8 % suite à l'accroissement des dépenses de biens et services et des dépenses de personnel, malgré la maîtrise des dépenses de transferts.

Sur une dotation de 204,5 milliards de FCFA, les dépenses de biens et services se sont établies à 174,8 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 85,5 %. Ce titre est en hausse de 43,1 % par rapport au niveau atteint à la même période en 2019 du fait de l'accroissement des dépenses relatives à la consommation de l'électricité et de l'eau (+1,9 milliard de FCFA) et des dépenses liées aux autres biens et services (+51,7 milliards de FCFA) en lien avec la riposte contre Covid-19.

Les dépenses de personnel ont été réalisées à hauteur de 520,9 milliards de FCFA à fin septembre 2020, soit un taux d'exécution de 76,3 % de la dotation de la loi de finances rectificative 2020. Comparativement aux neuf premiers mois de l'année 2019, elles ont augmenté de 0,7 % du fait de l'accroissement de la solde permanente (+5,1 milliards de FCFA) et des autres dépenses de personnel (+1,7 milliard de FCFA), nonobstant le repli du traitement de la main d'œuvre non permanente (-3,4 milliards de FCFA) en lien avec les mesures gouvernementales de maîtrise de la masse salariale.

Les dépenses effectuées au titre des transferts et subventions ont été, exécutées à hauteur de 165,2 milliards de FCFA, soit un taux d'accomplissement de 74,4 % de l'autorisation budgétaire. Elles ont diminué de 5,2 % suite au fléchissement des autres transferts et

interventions (-5,7 milliards de FCFA) et du soutien des prix des carburants (-3,4 milliards de FCFA).

III.6.3.2- Les dépenses d'investissement

Au terme des neuf premiers mois de l'année, les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 147,3 milliards de FCFA soit un taux de 38,8% par rapport aux prévisions de la LFR 2020. Le taux de réalisation est de 73,8 % pour les dépenses en capital financées sur ressources propres et de 23,8 % pour celles financées sur ressources extérieures.

Comparativement à l'année 2019, les dépenses d'investissement ont enregistré un repli de 10,3 % du fait de la baisse des financements sur ressources propres (-20,2 %) en dépit de l'injection de 23,2 milliards de FCFA pour la lutte contre la Covid-19.

III.6.3.3- Les autres dépenses

Les autres dépenses ont été exécutées à hauteur de 155,4 milliards de FCFA de janvier à septembre 2020 contre 185,8 milliards de FCFA à la même période une année plus tôt. Leur diminution s'explique par le repli des « prêts nets y compris prise de participations » et des dépenses relatives à la CNAMGS, nonobstant le renforcement des dépenses du Fonds National pour le Développement du Sport (FNDS), des dépenses liées à l'entretien routier (FER) et des dépenses des comptes spéciaux.

III.6.3.4- La charge de la dette

Arrêtées à 276,5 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2020, les charges financières de la dette ont été exécutées à hauteur de 73,4 % au terme des neuf premiers mois de l'année. Par comparaison à l'année précédente, les charges de la dette ont augmenté de 39,2 % suite au renforcement du règlement des intérêts sur la dette intérieure (+8,8 milliards de FCFA) et sur la dette extérieure (+48,4 milliards de FCFA).

Evolution des dépenses budgétaires

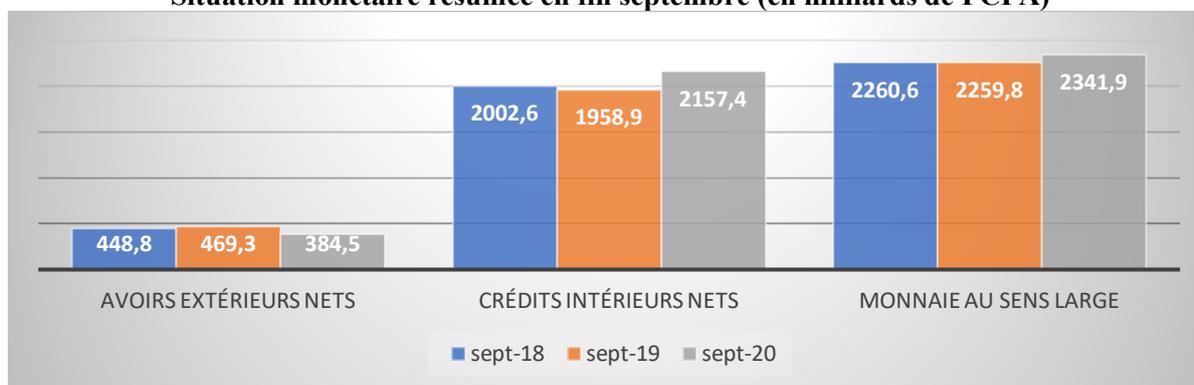
En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Août		
	2019	2020					
	T4	T1	T2	T3	2019	2020	20/19
Fonctionnement	281,3	266,7	305,1	289,2	814,0	861,0	5,8%
Salaires et traitements	171,4	169,1	172,1	179,8	517,5	520,9	0,7%
Biens et services	33,8	51,2	64,9	58,8	122,2	174,8	43,1%
Transferts et subventions	76,1	46,4	68,2	50,7	174,3	165,2	-5,2%
Investissements	117,1	11,7	45,7	89,9	164,2	147,3	-10,3%
Ressources propres	69,8	9,5	40,2	34,3	105,2	84,0	-20,2%
Finex	47,3	2,2	5,5	55,6	58,9	63,3	7,4%
Autres dépenses	107,7	44,6	55,9	54,8	185,8	155,4	-16,4%
Prêts nets y c prise de participation	25,8	-1,8	-4,9	5,2	48,8	-1,5	-103,1%
FER	7,8	3,4	2,3	11,1	4,5	16,8	274,8%
CNAMGS	19,1	7,7	7,9	3,7	24,8	19,3	-22,2%
FNDS	1,9	0,8	0,8	1,7	1,5	3,3	113,4%
Comptes spéciaux	53,0	34,6	49,8	33,1	106,2	117,6	10,7%
Total dépenses primaires	506,0	323,1	406,8	433,8	1 164,0	1 163,7	0,0%
Intérêts sur la dette	79,1	74,2	74,6	54,2	145,8	203,0	39,2%
Total dépenses	585,1	397,2	481,4	488,1	1 309,8	1 366,6	4,3%

Source : DGCPT

III.7 LA SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire large, à fin septembre 2020, est marquée par une dégradation des avoirs extérieurs nets (-18,1%), un raffermissement simultané de la masse monétaire (3,6%) et du crédit intérieur net (10,1%).

Situation monétaire résumée en fin septembre (en milliards de FCFA)



III.7.1– les principaux agrégats monétaires

III.7.1.1- La masse monétaire (M2)

Au troisième trimestre 2020, la masse monétaire augmente de 3,6% à 2341,9 milliards de FCFA, en liaison avec la dynamique du crédit intérieur (+101%) impulsée par la forte hausse des créances sur l'Etat (+42,9%). L'analyse de ses composantes met en relief une baisse drastique des dépôts, soit -33,3% à 1289,2 milliards de FCFA, en contraste avec la circulation fiduciaire qui s'établit à 376,1 milliards, en hausse de 15,1%.

La quasi-monnaie se consolide de 2,1% à 676,6 milliards de FCFA traduisant une préférence pour les agents économiques à la consolidation de leur épargne de moyen et long terme, dans un contexte d'incertitude lié à la crise sanitaire.

III.7.1.2- Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra monétaires, constitués des autres poste nets se hissent à 200 milliards de FCFA, soit une hausse 18,8% en liaison avec la reconstitution des fonds propres des établissements de crédit, en glissement annuel.

III.7.2- les contreparties de la masse monétaire

Sur la période sous revue, les contreparties des ressources monétaires s'améliorent de 4,7% à 2541,9 milliards de FCFA, boostées par le crédit intérieur (10,1%).

III.7.2.1- Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

A fin septembre 2020, les Avoirs Extérieurs Nets se déprécient de 18,1% à 384,5 milliards de FCFA, sous l'effet conjuguée de l'érosion des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (-2,2%) et des banques commerciales (-55,3%).

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2020			Troisième trimestre		
	T1	T2	T3	2019	2020	Var 20/19
Avoirs extérieurs nets	708,7	691,7	384,5	469,3	384,5	-18,1%
Banque centrale	612,1	594,5	321,9	329,1	321,9	-2,2%
Banques primaires	96,6	97,2	62,6	140,2	62,6	-55,3%

Source : Beac

A la faveur d'une remontée des réserves de change, le solde du compte d'opérations se consolide de 37,4% à 754,3 milliards de FCFA à fin septembre 2020. Le taux de couverture extérieur de la monnaie gagne près de 4 points, à 74,35% en comparaison à fin septembre 2019 (70,47%).

Evolution des réserves et du Taux de couverture extérieure de la monnaie

En milliards de FCFA	2020			Troisième trimestre		
	T1	T2	T3	2019	2020	Var 20/19
Compte d'opérations	886,6	870,9	754,3	548,8	754,3	37,4%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	83,04%	80,25%	74,35%	70,47%	74,35%	3,9 points

Source : Beac-

III.7.2.2- Le crédit intérieur

Le crédit intérieur se relève de 10,1% à 2157,4 milliards de FCFA, tiré par l'augmentation des créances nettes sur l'Etat de 42,9%, en fin septembre 2020.

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2020			Troisième trimestre		
	T1	T2	T3	2019	2020	Var 20/19
Crédits intérieurs nets	1984,4	1978,0	2157,4	1958,9	2157,4	10,1%
Créances nettes sur l'Etat	874,8	932,9	1122,2	785,4	1122,2	42,9%
Créances sur l'économie	1109,6	1045,1	1035,2	1173,5	1035,2	-11,8%

Source : Beac

III.7.2.2.1- Les créances nettes sur l'Etat

Au troisième trimestre 2020, les créances nettes sur l'Etat s'établissent à 1122,2 milliards contre 785,4 milliards, soit une hausse de 42,9%. En réalité, la nécessité d'accompagner le secteur réel et la volonté affichée de soutenir les populations les plus vulnérables au plan socioéconomique ont conduit le gouvernement à un endettement conséquent auprès du système financier pour faire face aux difficultés occasionnées, entre autres, par le Covid-19.

III.7.2.2.2- Les crédits à l'économie

Les crédits à l'économie baissent de 11,8% à 1035,2 milliards de FCFA à fin septembre 2020. Cette situation est tributaire d'une part de l'attentisme du secteur privé non financier et d'autre part de l'effet d'éviction de secteur public sur le secteur réel.

III.8. LA POLITIQUE MONETAIRE

Le Comité de Politique Monétaire de la BEAC, réuni le 30 septembre 2020, en session ordinaire par visioconférence, a décidé, au regard des grandes incertitudes qui entourent les prévisions économiques, de maintenir inchangée l'orientation accommodante de la politique monétaire. Il a recommandé les conditions d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	3,25%
Facilité marginale de prêt	5%
Facilité de dépôts	0%

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) s'élèvent respectivement comme suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	7%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	4,5%

CONCLUSION

Au terme du troisième trimestre de l'année 2020, l'analyse des performances sectorielles de l'économie gabonaise montre une remontée de la production dans de nombreuses branches d'activités par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est en liaison avec la trajectoire de l'économie mondiale et l'allègement progressif des mesures restrictives qui ont fortement impacté la vie économique au second trimestre.

La crise semble avoir eu un impact plus virulent sur les activités du tertiaire, notamment les services et le commerce. De même, certaines industries ont subi la baisse de la demande interne. En revanche, un certain nombre de branches d'activité ont confirmé leur résilience malgré le contexte difficile, notamment dans le secteur primaire en harmonie avec le comportement de la demande extérieure dominée par les ventes vers la zone asiatique.

La demande interne semble également repartir au troisième trimestre pour les activités tournées vers le marché national, suite à l'allègement des mesures restrictives liées à la pandémie. Néanmoins, la situation demeure préoccupante pour les activités de services dont le volume d'affaires est en baisse par rapport à la même période en 2019. Il en est de même pour les services pétroliers, impactés par le ralentissement des investissements dans le secteur hydrocarbures. Il existe de réels risques de faillites concernant les activités de tourisme et de loisirs, compte tenu du maintien des mesures de restriction ou de fermeture prise par le Gouvernement par principe de précaution.

La baisse de la production pétrolière est plus faible qu'initialement anticipé, en raison d'une mise en application timide et tardive des mesures de quota arrêtées par les pays membres de l'Opep. Ainsi, les prévisions sont en amélioration de 2,5 points par rapport aux projections de la loi de finances rectificatives 2020 avec une production attendue de 10,683 millions de tonnes à fin 2020, soit -2% au lieu de -5%.

Sur la base de ces performances sectorielles, il est attendu désormais une nouvelle dégradation de la croissance globale au titre de l'année 2020, avec un Pib en baisse de 1,9%. Les secteurs pétrole et hors -pétrole connaîtraient une contraction de leur production de -2,0% et de -1,8% respectivement.

ANNEXE

TRIMESTRE	En milliards de FCFA		
	Avoirs extérieurs nets	448,8	469,3
Banque centrale	222,9	329,1	321,9
Banques commerciales	225,9	140,2	62,6
Crédits intérieurs nets	2002,6	1958,9	2157,4
Créances nettes sur l'Etat	870,5	785,4	1122,2
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	913,9	838,3	1147,1
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	-43,4	-52,9	-24,9
Créances sur le reste de l'économie	1132,1	1173,5	1035,2
Ressources = Contreparties	2451,4	2428,2	2541,9
Monnaie au sens large	2260,6	2259,8	2341,9
Circulation fiduciaire	364,8	326,8	376,1
Dépôts	1895,8	1933	1289,2
<i>dont Quasi monnaie</i>	748,4	662,6	676,6
Ressources extra-monétaires	190,8	168,4	200
	<i>variations annuelles</i>		
Avoirs extérieurs nets	17,90%	4,60%	-18,1%
Crédits intérieurs nets	21,90%	-2,20%	10,1%
Créances nettes sur l'Etat	57,40%	-9,80%	42,9%
Créances sur le reste de l'économie	3,90%	3,70%	-11,8%
Ressources = Contreparties	21,20%	-0,90%	4,7%
Masse monétaire	22,60%	-0,04%	3,6%
Circulation fiduciaire	18,10%	-10,40%	15,1%
Dépôts	23,50%	2,00%	-33,3%

Tableau 1 : principales hypothèses

	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production de pétrole (en millions de tonnes métriques)	12,4	12,1	11,6	11,0	11,0	11,9	11,5	10,5	9,6	10,9	10,7
Production de pétrole (en millions de Barils)	90,8	88,6	84,9	80,4	80,2	87,0	83,8	76,7	70,4	79,6	78,0
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	77,3	109,7	110,8	106,6	95,6	48,1	40,5	52,5	69,4	60,0	39,0
Prix moyen de Brent (en \$US)	79,0	104,1	105,0	104,1	96,2	50,8	42,8	52,8	68,3	61,4	41,7
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	3 203,8	3 380,7	3 038,0	3 928,0	3 791,3	3 890,9	3 404,4	5 061,5	5 246,5	6 138,4	7 427,5
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	288,9	298,0	247,8	237,2	213,2	164,2	155,3	206,2	219,0	169,5	167,4
Production de l'Or (en tonne)	-	-	0,6	1,2	1,1	1,5	1,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Prix de vente de l'Or (\$US/l'once)	1 224,7	1 568,6	1 668,8	1 411,0	1 266,2	1 160,1	1 248,3	1 257,1	1 269,1	1 392,2	1 787,7
Production de gaz (milliers de m ³)	-	-	-	-	-	996 419,0	908 998,0	-	1 364 113,4	1 036 432,6	963 882,3
Prix de vente de gaz (USD/m ³)	-	-	352,8	320,2	437,7	466,4	530,1	491,2	511,4	463,9	501,0
Taux de change (en dollars/F.CFA)	494,4	471,3	510,2	493,9	493,6	591,2	592,8	580,9	555,2	585,9	585,0
Production de Manganèse (en milliers de tonnes)	-	-	3 447,7	4 012,2	3 863,6	4 181,0	3 587,2	4 905,0	5 846,7	7 330,3	8 819,3
Silico manganèse (milliers de tonnes)	-	-	-	-	-	16,4	20,3	27,9	49,9	47,8	37,3
Manganèse métal (milliers de tonnes)	-	-	-	-	-	14,5	15,1	21,5	41,0	39,6	35,6

Source : DGEPE

Tableau 2 : REPARTITION SECTORIELLE PIB

En milliards de FCFA	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2018	2019	2020	19/18	20/19	2018	2019	2020	19/18	20/19
Produit intérieur brut	9 368,9	9 886,9	8 990,8	5,5%	-9,1%	5 530,9	5 749,1	5 642,4	3,9%	-1,9%
PIB marchand	8 051,5	8 595,5	7 690,7	6,8%	-10,5%	4 497,6	4 726,5	4 614,4	5,1%	-2,4%
Secteur primaire	2 729,3	2 913,3	2 206,1	6,7%	-24,3%	1 077,1	1 210,1	1 250,4	12,3%	3,3%
Agriculture, Elevage, Pêche	390,7	426,3	454,8	9,1%	6,7%	325,6	354,7	378,6	8,9%	6,7%
Exploitation forestière	118,6	122,9	126,3	3,6%	2,8%	78,3	81,0	82,3	3,5%	1,5%
Pétrole brut	1 979,3	2 116,7	1 330,3	6,9%	-37,2%	563,3	636,6	623,9	13,0%	-2,0%
Mines	240,8	247,4	294,7	2,7%	19,1%	109,9	137,7	165,7	25,4%	20,3%
Secteur secondaire	2 195,5	2 303,3	2 127,6	4,9%	-7,6%	998,4	1 013,2	947,1	1,5%	-6,5%
Industries agro-alimentaires, boissons	182,8	201,8	202,2	10,4%	0,2%	123,3	132,3	130,9	7,3%	-1,1%
Industrie du bois	196,6	198,6	188,1	1,0%	-5,3%	118,6	119,8	114,7	1,0%	-4,3%
Autres industries y compris minières	324,5	345,3	329,2	6,4%	-4,7%	170,0	176,7	159,9	3,9%	-9,5%
Raffinage	9,4	8,7	9,1	-6,9%	4,8%	7,3	6,4	7,4	-12,1%	15,0%
Electricité, Eau	112,6	116,6	119,8	3,5%	2,8%	53,9	54,7	54,9	1,5%	0,4%
BTP	308,3	327,8	308,1	6,3%	-6,0%	172,0	177,3	150,7	3,1%	-15,0%
Recherche, services pétroliers	1 061,2	1 104,5	971,0	4,1%	-12,1%	353,4	346,0	328,7	-2,1%	-5,0%
Secteur tertiaire	2 560,0	2 786,6	2 826,7	8,9%	1,4%	1 904,5	1 983,2	1 916,5	4,1%	-3,4%
Transports & Communications	869,1	1 028,7	1 159,9	18,4%	12,7%	699,2	772,0	808,0	10,4%	4,7%
Services	1 010,0	1 053,5	959,7	4,3%	-8,9%	769,2	785,3	695,8	2,1%	-11,4%
Commerce	507,8	526,9	530,1	3,8%	0,6%	279,1	281,0	272,3	0,7%	-3,1%
Services bancaires, assurances	282,6	279,3	285,9	-1,2%	2,4%	279,3	268,7	267,4	-3,8%	-0,5%
SIFIM	-109,5	-101,8	-108,9	-7,0%	7,0%	-122,2	-123,8	-127,0	1,3%	2,6%
DTI et TVA	566,8	592,3	530,4	4,5%	-10,5%	517,5	520,1	500,3	0,5%	-3,8%
PIB non marchands	1 317,4	1 291,5	1 300,1	-2,0%	0,7%	1 033,4	1 022,6	1 028,0	-1,0%	0,5%

Source : DGEPPF

Tableau 3 : REPARTITION PIB EMPLOI

En milliards de FCFA	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2018	2019	2020 ¹	19/18	20/19	2018	2019	2020 ¹	19/18	20/19
PRODUIT INTERIEUR BRUT	9 368,9	9 886,9	8 990,8	5,5%	-9,1%	5 530,9	5 749,1	5 642,4	3,9%	-1,9%
DEMANDE INTERIEURE	6 669,6	7 010,2	6 707,9	5,1%	-4,3%	5 335,8	5 502,6	5 188,8	3,1%	-5,7%
DEMANDE EXTERIEURE	6 874,0	7 290,7	6 573,1	6,1%	-9,8%	195,2	246,5	453,6	26,3%	84,0%
CONSOMMATION TOTALE	4 607,6	4 812,5	4 767,3	4,4%	-0,9%	3 436,7	3 512,3	3 428,0	2,2%	-2,4%
Ménages	3 617,7	3 725,6	3 711,0	3,0%	-0,4%	2 605,8	2 630,5	2 583,4	0,9%	-1,8%
Administrations	989,9	1 086,9	1 056,3	9,8%	-2,8%	830,8	881,8	844,6	6,1%	-4,2%
INVESTISSEMENT TOTAL	2 061,9	2 197,6	1 940,6	6,6%	-11,7%	1 899,1	1 990,3	1 760,8	4,8%	-11,5%
Privé	1 864,3	1 974,4	1 650,3	5,9%	-16,4%	1 649,1	1 717,7	1 504,3	4,2%	-12,4%
dont : Pétrole	910,4	956,4	820,6	5,0%	-14,2%	558,3	555,8	532,5	-0,5%	-4,2%
Hors Pétrole	953,9	1 018,0	829,7	6,7%	-18,5%	1 090,8	1 161,9	971,8	6,5%	-16,4%
Administration	197,6	223,3	290,3	13,0%	30,0%	250,0	272,6	252,4	9,0%	-7,4%
EXPORTATIONS TOTALES	4 786,6	5 083,7	4 428,0	6,2%	-12,9%	2 444,6	2 952,4	3 092,9	20,8%	4,8%
Pétrole	3 469,7	3 630,8	2 833,8	4,6%	-22,0%	1 191,5	1 448,6	1 420,5	21,6%	-1,9%
Hors Pétrole	1 128,9	1 257,1	1 422,0	11,4%	13,1%	1 186,1	1 437,9	1 609,7	21,2%	11,9%
dont : Rentes et autres produits d'exportat	345,5	502,0	629,2	45,3%	25,3%	389,5	546,0	655,3	40,2%	20,0%
Mines	410,5	382,6	457,8	-6,8%	19,6%	408,0	477,3	577,6	17,0%	21,0%
Bois transformé	369,3	368,7	331,2	-0,2%	-10,2%	385,0	411,0	373,3	6,7%	-9,2%
Produits manufacturiers	3,6	3,9	3,7	8,2%	-2,8%	3,6	3,6	3,6	1,0%	-1,4%
IMPORTATIONS TOTALES	2 087,3	2 207,0	2 145,1	5,7%	-2,8%	2 249,4	2 705,9	2 639,4	20,3%	-2,5%
dont Consommations	439,6	461,6	498,2	5,0%	7,9%	406,2	435,4	464,3	7,2%	6,6%
Equipements	396,9	553,9	526,2	39,6%	-5,0%	548,3	783,6	753,1	42,9%	-3,9%
Intermédiaires	545,1	586,1	576,5	7,5%	-1,6%	552,5	607,7	590,8	10,0%	-2,8%

Source : DGEPE

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. IKAPI Eric

M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

M. ABOUROU EYA Lucien

M. ODOUMA Larick

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. BANGUEBE Aldrin Jules

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. OBANDJI Guy Ulrich
M. Florent MANEMBE

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Julie-Sandrine NTSAME

Mme. Lucie NSANNE EMANE

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET

Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU

Mme. Elzy Yolène BOUYOU

Mme. Anuarite LOUBAKI-DIMBOU

M. Raphael MBA NANG

M. Martial MBA BISSIGHE

M. Albain MOKAMBO

M. Gildas Romaric MATANGOYE

M. Brice YOUOMO

M. Patrick Patrici NZUE EDOU

M. Didier NKOGHE OBAME

M. Euloge-Bernardin LENGOUNGA

M. Georges Freddy MOUNANGA

Assistant(e)s

Mme. ANGUE NDONG Clarisse

Mme. MOUNGOMO Zitha Lauriane

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Kevin BOUNGOUNGOU

Chargées d'Études

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Pauline LEMBOUMBA NOUNDA

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGAI

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargé d'Études

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA